



Chambre des communes  
CANADA

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

---

AGRI • NUMÉRO 020 • 3<sup>e</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mardi 11 mai 2010**

—  
**Président**

**M. Larry Miller**



## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 11 mai 2010

• (0900)

[Traduction]

**Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)):** La séance est ouverte.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos invités d'aujourd'hui. En effet, je crois que nous avons de très jeunes agriculteurs avec nous; il nous fait plaisir de vous voir.

Quelques-uns nous rejoindront plus tard, nous l'espérons, mais nous devons commencer la séance.

Il s'agit de la partie portant sur le Nouveau-Brunswick dans le cadre de notre étude sur l'avenir de l'agriculture, en particulier sur la façon d'attirer les jeunes dans ce domaine et, bien entendu, de faire en sorte qu'ils y restent.

Nous commençons avec les exposés. Je suis certain que d'autres témoins se joindront à nous.

Nous passons d'abord la parole à Karl Von Waldow.

Si vous pouviez vous en tenir à 10 minutes tout au plus, ce serait bien.

**M. Karl Von Waldow (à titre personnel):** Sans problème.

**Le président:** Merci d'être venu.

**M. Karl Von Waldow:** Merci.

Je vais commencer en vous donnant un bref aperçu général ou historique, puis je poursuivrai avec mon exposé.

J'exploite sur une ferme laitière à Cornhill, au Nouveau-Brunswick, à environ 20 à 25 minutes d'ici. Mon père est arrivé dans la région en 1973. Son entreprise ne comptait au départ que 11 vaches. Notre troupeau en compte maintenant 210, et nous cultivons environ 2 000 acres. Je fais des démarches pour prendre la succession. Nous venons tout juste de construire une nouvelle installation laitière.

J'aimerais qu'on prenne de nombreuses mesures pour l'avenir de l'agriculture. Je commence maintenant mon exposé. Si vous avez des questions, j'y répondrai à la fin.

Bonjour, mesdames et messieurs. Je m'appelle Karl Von Waldow. J'exploite une ferme laitière à Cornhill, au Nouveau-Brunswick, et j'aimerais vous faire part de quelques idées et points d'intérêt en ce qui concerne l'avenir de l'agriculture.

Je crois qu'on devrait respecter davantage les agriculteurs, parce que l'agriculture n'est plus pour les membres de la famille qui n'ont pas fréquenté l'université ou le collège. De nombreuses exploitations agricoles sont maintenant des entreprises valant plusieurs millions de dollars, qui nécessitent une planification très minutieuse et des pratiques et compétences en gestion, de même qu'une vaste connaissance de nombreux domaines.

La population en général croît de plus en plus dans les régions rurales situées aux environs des collectivités agricoles; elle se plaint

de l'odeur, du bruit et de la boue, et elle défend les droits des animaux. Nous devons donc mettre en place certains règlements. De cette façon, les citoyens qui se plaignent ne pourront pas ruiner l'entreprise de toute une vie d'un agriculteur établi. Neuf fois sur 10, ils étaient là en premier.

Par exemple, dans certaines régions plus densément peuplées partout dans le monde, comme en Californie, il existe des règlements qui informent les nouveaux constructeurs de résidences ou les nouveaux acheteurs de maisons existantes que la présence d'une exploitation agricole est liée à certaines réalités. S'ils choisissent d'habiter dans cette région, ils doivent respecter les agriculteurs parce que ces derniers étaient là avant eux.

On devrait également offrir davantage d'information sur l'agriculture dans les écoles. De cette façon, les gens comprendraient ce qui se passe dans l'industrie agricole et d'où proviennent leurs produits alimentaires. Les agriculteurs devraient aussi ouvrir leurs portes au public, pour leur faire connaître leurs pratiques laitières et les efforts qu'ils déploient pour fabriquer un produit de qualité. Que ce soit des visites guidées de l'exploitation, des journées portes ouvertes à la ferme une fois l'an ou des sorties scolaires, toutes ces activités sensibiliseraient les adultes présents et futurs. La population saurait alors d'où proviennent les produits, et cela inciterait peut-être davantage les gens à acheter localement.

Une autre solution pour l'industrie agricole qui profiterait à tout le monde ainsi qu'à l'avenir de l'industrie agricole, c'est l'énergie verte. Il est toujours profitable d'avoir une autre source de revenus pour payer les coûts annuels de production de plus élevés. Des digesteurs à méthane, des éoliennes, des panneaux solaires, des matières solides obtenues à l'aide de presses et des fibres non décomposées n'en sont que quelques exemples.

Les digesteurs à méthane contribueraient à réduire considérablement les gaz à effet de serre en créant de l'énergie à partir du méthane pour alimenter le réseau électrique ou de petites collectivités. Une exploitation agricole comptant 300 vaches laitières peut potentiellement produire 300 kilowatts l'heure ou huit mégawatts par jour, 365 jours par année, et réduire les odeurs émanant du fumier jusqu'à 95 p. 100, peut-être même davantage.

Les matières solides tirées du fumier peuvent servir à la litière des bovins, mais elles peuvent également être vendues aux jardiniers et aux paysagistes. Lorsque le liquide restant est versé sur le sol, le temps d'absorption est plus rapide et la partie qui intègre l'eau de ruissellement est moins importante. Tout cela constituerait pour l'agriculteur une source de revenus supplémentaire.

Il s'agit d'un aspect sur lequel j'aimerais qu'on porte davantage attention. Il faut permettre aux agriculteurs d'alimenter le réseau de certaines provinces qui ne le leur permettent pas encore. Peut-être que le fait d'offrir des subventions et un prix juste pour l'électricité rendrait ce type de projet réalisable.

Mon père me disait toujours: donnez un dollar à un agriculteur, et il en dépensera deux.

Enfin, j'aimerais ajouter que nous avons en place un excellent système dans notre pays. L'agriculture offre des possibilités infinies, les produits sont de qualité et le sens de la communauté agricole est très fort parmi les agriculteurs. C'est seulement que les agriculteurs sont devenus une espèce en voie d'extinction. Je crois que nous avons besoin d'adopter davantage de mesures incitatives pour rendre l'agriculture intéressante pour les jeunes agriculteurs de façon à ce qu'ils s'y intègrent. Qu'ils aient de l'expérience ou non dans le domaine, l'agriculture offre une belle vie et une carrière intéressante.

● (0905)

Je vous remercie de votre attention et du temps que vous m'avez accordé.

**Le président:** Merci beaucoup, Karl.

Nous passons maintenant la parole à Aaron Howe.

**M. Aaron Howe (à titre personnel):** Bonjour.

Je ne suis pas aussi préparé qu'il l'était, donc je vais improviser. Je n'étais pas certain de ce à quoi m'attendre quand je suis arrivé.

Je m'appelle Aaron Howe. J'exploite une ferme laitière à Lower Coverdale, au Nouveau-Brunswick, juste à l'extérieur de Moncton, avec ma femme, mes deux enfants et mes parents. Mon grand-père a établi la ferme il y a bien longtemps.

J'ai grandi sur la ferme. Mon père a pris la relève quand j'avais trois ans, donc j'habite là depuis ce temps. J'ai fait parti du club 4-H et je ne sais quoi d'autre.

Une chose qui m'inquiète c'est qu'au Canada, nous n'avons pas en place un programme de sécurité alimentaire. J'adorerais voir les agriculteurs canadiens en mesure de nourrir le Canada. Si la frontière était fermée demain, j'aurais peur que nous ne puissions pas survivre.

Je répondrai à toutes vos questions plus tard.

**Le président:** Merci, Aaron.

Nous passons maintenant la parole à Becky Perry.

**Mme Becky Perry (à titre personnel):** Merci.

Avez-vous déjà regardé votre assiette lorsque vous soupiez et avez-vous pensé à la provenance de tous ces aliments? D'où proviennent les aliments?

Mon nom est Becky Perry, et j'habite et travaille dans une exploitation laitière à l'extérieur de Sussex, avec mon mari, mes enfants et mes beaux-parents. Nous cultivons actuellement 400 acres et trayons 100 vaches Holstein.

Je suis heureuse d'être ici aujourd'hui et de vous faire part de mon point de vue, en tant que jeune agricultrice, en ce qui concerne l'industrie agricole.

Donc, d'où proviennent les aliments? On peut donner diverses réponses. Ce qui est triste, c'est que la plupart des gens qui n'ont pas été élevés sur une ferme ne connaissent pas la réponse et ne peuvent même pas tenter de deviner. Dans la société actuelle, les gens n'ont aucune idée de l'endroit où leurs aliments sont produits et ils ne sont simplement pas conscients de tout ce que l'agriculture leur fournit.

En raison de ce manque de compréhension, il y a beaucoup de mauvaise communication et de jugements erronés à propos des agriculteurs et de ce qu'ils font. Je crois qu'une sensibilisation accrue de la population pourrait apporter un changement significatif dans l'industrie. Pour ce faire, nous devons faire participer davantage de gens au domaine de l'agriculture. Une façon privilégiée de faire participer les jeunes est de renforcer le programme 4-H. Au

Nouveau-Brunswick, nous avons l'un des programmes les moins financés au Canada.

J'ai fait partie du club 4-H pendant 14 ans et j'ai joué le rôle d'animatrice bénévole pendant 2 ans. Je prends actuellement une pause, puisque j'ai deux jeunes enfants à la maison. Le programme 4-H m'est très cher, et m'a permis d'apprendre énormément au fil des ans. Grâce à ce programme, j'ai tiré un grand nombre de leçons de vie précieuses; j'ai acquis entre autres des compétences en communication, et j'ai appris à gérer une entreprise, à agir lors d'une réunion d'affaires, à être responsable et à faire preuve de leadership.

Ce programme m'a également appris beaucoup sur l'agriculture. Pendant la plus grande partie de ma participation au club 4-H, j'ai exposé des chevaux de trait ou des vaches de boucheries. On m'a montré à m'occuper d'un animal, à utiliser les techniques d'alimentation en vigueur, à faire des expositions et à jouer le rôle de juge. Ces précieuses leçons m'ont servi en vieillissant, alors que je contribue davantage à l'agriculture.

Le programme 4-H m'a également offert des possibilités extraordinaires. Je fais partie des jeunes chanceux qui ont pu voyager. Je suis allée à Calgary dans le cadre d'un cours sur le leadership jeunesse, à Toronto dans le cadre d'un concours d'art oratoire national et à Ottawa dans le cadre d'un séminaire sur la citoyenneté. Le fait de voir comment on fait de l'agriculture dans d'autres provinces et d'avoir la chance de faire du réseautage partout au Canada laisse des souvenirs inoubliables et m'a fait connaître diverses façons d'améliorer mes propres techniques.

J'ai également eu le plaisir de jouer le rôle de leader organisationnel dans le club pendant quelques années et de faire à mon tour du bénévolat pour offrir les mêmes possibilités aux membres plus jeunes. Le fait d'être un leader a complètement changé mon point de vue sur le programme. Je ne regardais plus ce que je pouvais en tirer, mais je me penchais plutôt sur la façon d'améliorer l'avenir pour les tout-petits. Le fait de voir l'attitude des jeunes membres changer à mesure qu'ils participent davantage au domaine de l'agriculture rend heureux. J'ai vu des enfants qui habitent en ville construire des mues dans leur cour arrière pour vendre des oeufs, des membres plus âgés qui veulent faire carrière en agriculture et, surtout, de nombreux membres assis autour d'un feu de camp, tout simplement reconnaissants de pouvoir participer à ce programme.

Je veux que tous les enfants aient accès à ce programme. Le programme 4-H peut faire une différence; cependant, cela prend beaucoup d'efforts et de temps pour optimiser le programme. Dans le club 4-H anglophone du Nouveau-Brunswick, nous n'avons qu'une seule employée qui s'occupe de la coordination du programme dans l'ensemble de la province. Elle fait un très bon travail, mais elle est seule. Ce serait formidable d'avoir des ressources et l'aide financière nécessaires pour l'aider à développer le programme.

Je pourrais vous parler du club 4-H toute la journée et de tous les avantages qu'il offre, mais mon point principal est que j'ai tiré profit au maximum du programme et que j'en ai tiré une reconnaissance et des récompenses notables et nombreuses. Je recommanderais à tous les jeunes qui en ont l'occasion d'y participer. Je crois sincèrement qu'on verrait une grande différence dans la sensibilisation de la population à l'égard de l'agriculture, parce que le club 4-H et l'industrie agricole sont indissociables.

Le programme 4-H offre un point de vue unique non seulement pour les jeunes habitant dans des exploitations agricoles ou des régions rurales, mais aussi pour ceux qui habitent en ville. Les programmes comme le club 4-H enseignent aux jeunes les compétences et les connaissances nécessaires pour contribuer à la formation des agriculteurs de demain; comme nous le savons tous, leur nombre décroît jour après jour.

Notre société est vraiment perdante lorsqu'on ne sensibilise pas nos enfants et nous-mêmes aux questions telles que la qualité des aliments, la sécurité alimentaire, les sciences agronomiques, les carrières en agriculture, l'environnement et la valeur de l'agriculture pour l'économie du Nouveau-Brunswick. Dans notre province, il y a des jeunes qui sont tellement déconnectés de l'agriculture qu'ils croient que nos aliments proviennent d'un magasin ou que le lait au chocolat très prisé provient d'une vache brune. Il est très important de tendre la main à nos jeunes et de les renseigner sur l'importance de l'agriculture.

En travaillant avec les agriculteurs, je crois que nous pourrions élaborer une initiative de sensibilisation à l'agriculture, qui permettrait de mettre en commun des renseignements et des processus obtenus d'un groupe d'agriculteurs et de produire et de distribuer de la documentation exacte et actuelle qui pourrait servir dans des expositions et des foires de sensibilisation, mais surtout dans les écoles.

● (0910)

À mon avis, la « science agroalimentaire » devrait être un cours obligatoire pour les jeunes quand ils vont à l'école. Personne ne sait tout naturellement d'où vient la nourriture, comment il faut l'entreposer et la préparer, et ce qu'il faut rechercher quand on l'achète. Notre façon de nous nourrir est une pratique qui se transmet de génération en génération. Si nous ne nous enseignons pas à nous-mêmes et à nos jeunes ce que nous, les agriculteurs, faisons, qui le fera à notre place?

De plus, nous, les agriculteurs, devons nous résoudre à tenir plus souvent des journées portes ouvertes pour que le public puisse voir comment fonctionne une ferme. Tant les adultes que les enfants peuvent apprendre à connaître le travail effectué dans les coulisses pour produire les aliments qui se retrouvent dans leur assiette. Malgré l'apparente facilité de cette activité, les questions d'assurance-responsabilité et le coût inhérent à sa tenue peuvent parfois avoir un effet dissuasif sur nous. Je peux dire que chez nous, nous prenons un réel plaisir à ouvrir nos portes aux organisations, à la collectivité et aux groupes de gens du public pour leur montrer ce que nous faisons. Jamais personne n'est reparti déçu jusqu'ici. Les questions que pose le visiteur moyen sont incroyables. J'ai grand plaisir à répondre à leurs questions et à leur enseigner à traire une vache. Pour la plupart des visiteurs, c'est le clou de leur visite et un moment formidable de leur vie du simple fait qu'ils ont traité une vache et qu'ils peuvent s'en vanter. Moi, je le fais chaque jour. Mon petit garçon a 20 mois et il sait déjà comment nourrir les veaux. Voilà encore, je crois, un exemple éloquent de la façon dont on est élevé.

Cette année, nous avons lancé une nouvelle initiative consistant à organiser des visites pour les écoles de la région. Nous espérons en faire quelques-unes chaque année afin d'instruire les élèves et les enseignants de ce que nous faisons et de la nature des produits qui sont issus de notre activité. La sensibilisation du public encouragera l'achat local et procurera par conséquent un avantage direct aux agriculteurs. Il s'ensuivra une diminution des importations et une augmentation de notre autosuffisance en tant que pays. Avantage supplémentaire, nous aurons également un mode de vie plus sain.

Nous aurions tout à gagner à ce que la population soit mieux informée de ce qu'est et de ce que fait l'industrie agricole. Mais il ne s'agit pas seulement de favoriser une sensibilisation accrue du public. Il nous faut également sensibiliser les agriculteurs. Il est important que les agriculteurs bénéficient d'une éducation continue et qu'ils soient tenus au courant des processus actuels et des développements d'ordre technologique. C'est ainsi que l'on peut faire des gains d'efficacité et multiplier les possibilités à exploiter à la ferme.

Mon époux et moi avons récemment participé à un séminaire sur les pratiques de gestion optimales auxquelles participaient d'autres jeunes agriculteurs des Maritimes. Le séminaire avait été mis sur pied par la Table pancanadienne de la relève agricole. Cet événement a été une excellente occasion de regarder par-delà les limites de notre propre exploitation agricole et de voir l'agriculture comme une industrie, un puzzle dans lequel nous sommes une pièce. Le contact avec des producteurs qui produisent différentes denrées nous a permis de voir les similitudes et les différences du vécu quotidien des jeunes agriculteurs. Cet atelier a raffermi ma confiance à tous les égards. Il m'a permis de prendre connaissance d'un grand nombre de techniques de gestion de notre entreprise et de m'impliquer, en tant que jeune agricultrice pour contribuer au bien-être de l'ensemble de l'industrie.

Le potentiel de cours et de ressources à la disposition des agriculteurs est sans bornes. Nous voulons apprendre. Nous voulons être les meilleurs et produire les meilleurs produits. Mais pour ce faire, nous devons poursuivre notre éducation. L'un des aspects importants de l'industrie agricole est le réseautage avec d'autres agriculteurs, qui permet de mieux suivre ce qui se fait dans nos exploitations respectives. Le fait de parler avec les autres change la perspective dans laquelle nous percevons notre entreprise agricole personnelle. Il nous permet d'analyser des aspects différents. Le réseautage nous fournit des idées pour réaliser des gains d'efficacité.

Nous nous sommes récemment joints à un groupe de gestion des produits laitiers à Sussex. Le groupe compte sept fermes qui partagent de l'information financière dans le cadre de réunions à huis clos. C'est un moyen pour nous de déterminer les secteurs où des améliorations seraient possibles. La mise sur pied du groupe est toute récente, mais je crois réellement que le fait d'en être membres nous vaudra d'énormes changements. Il serait avantageux pour tous les agriculteurs de bénéficier d'une aide financière à la mise sur pied et au maintien de groupes de gestion et de réseautage.

Dans l'ensemble, je suis très fière d'être agricultrice et de pratiquer mon métier dans cette belle province qu'est le Nouveau-Brunswick. Et si nous travaillons tous la main dans la main, nous pourrions donner à l'agriculture une visibilité qui permettra au public d'en connaître la véritable nature. Nous devons être la génération qui se lève pour montrer ce que l'agriculture a à offrir et en quoi elle constitue un élément considérable de la vie quotidienne de tout le monde. Sans les agriculteurs, nous n'avons rien. Travaillons donc ensemble à changer la réponse à la question: « D'où viennent les aliments? »

Merci.

● (0915)

**Le président:** Merci beaucoup, Becky.

Nous entendrons maintenant Cedric MacLeod, de New Brunswick Young Farmers.

**M. Cedric MacLeod (directeur exécutif, New Brunswick Young Farmers Forum):** Bonjour.

Permettez-moi de me présenter brièvement en disant que j'exploite une petite ferme dans le comté de Carleton. Je suis producteur de bovins engraisés au fourrage et destinés à la commercialisation directe auprès des consommateurs locaux. Je pense que, à de nombreux égards, je ne suis pas comme les autres. Mon troupeau est petit. Nous mettons l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité. Cette approche nous permet d'obtenir un prix intéressant sur le marché. Ça marche plutôt bien pour nous.

J'assure également des services consultatifs auprès de l'industrie agricole ici même, dans les Maritimes. On me connaît donc sous le titre de « consultant », mais j'essaie d'utiliser le mot « conseiller » parce qu'il semble mieux passer auprès de beaucoup de gens.

J'ai la chance de travailler avec des agriculteurs novateurs. Je mets beaucoup l'accent sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable. Si j'en crois nombre des commentaires que j'ai déjà entendus, j'ai la chance de travailler avec des agriculteurs qui ont à cœur d'étudier ces questions. Je connais donc la situation de l'intérieur. J'utilise un peu l'énergie renouvelable dans ma petite ferme, ce qui en fait un laboratoire qui me permet de mieux servir mes clients. C'est ce que je fais la fin de semaine.

Je suis administrateur général à temps partiel du New Brunswick Young Farmers Forum. J'occupe ce poste depuis un an environ. Le forum s'est constitué il y a deux ou trois ans à cette date-ci environ, dans un cadre assez semblable à la présente table. Beaucoup de jeunes gens étaient présents. Ils reconnaissent la nécessité d'unir leurs efforts, de faire un peu de réseautage et de parler d'une seule voix au nom de la collectivité des jeunes agriculteurs.

Au fil du temps, nous avons géré le forum de façon ponctuelle et bénévole. On en est arrivé un jour au point où le trop grand nombre d'activités en marche nous a forcés à faire appel à de l'aide professionnelle à la gestion. J'ai eu la chance d'avoir l'autorisation de le faire.

Parmi les dossiers auxquels le forum travaille actuellement, il y a le perfectionnement professionnel de nos jeunes agriculteurs. Il ne s'agit pas tant d'orientation stratégique, encore que nous nous réjouissons de la possibilité que nous avons de nous asseoir à une table telle que celle-ci pour échanger des idées. Vous en avez entendu un bon nombre ce matin et vous en entendrez d'autres plus tard.

Voici ce que j'espère voir arriver quand nous nous réunissons, nous les jeunes agriculteurs. Très souvent, quand on entre dans une pièce où sont réunis des agriculteurs, la conversation se met rapidement à tourner autour de sujets comme les variétés de maïs hybride, les quantités qu'on a en culture, le moment où on fera les foin et la quantité de lait que les vaches produisent. Personnellement, j'aimerais qu'on discute davantage de ratio d'endettement, de rendement de l'avoir net l'an dernier, et de la tournure qu'a prise sa situation financière. Je crois que cette dimension est vraiment absente dans l'agriculture dans son ensemble.

Comme Becky l'a mentionné, le forum a mis sur pied des séances de travail sur les pratiques de gestion optimales. J'ai eu la chance d'être invité à animer les séances en question. L'expérience a été très encourageante: quand nous interrompons nos travaux pour la pause ou pour le dîner, c'est sûr que l'agronomie dominait les conversations. « Nous allons recevoir un nouveau semoir pneumatique; tiens, voilà une photo; le tracteur est arrivé hier. » Vous voyez le genre. Des amis à moi continuent de m'envoyer des photos du nouveau tracteur par BlackBerry.

Tout ça était bien intéressant, mais quand venait le moment de retourner à nos places à la table et que nous pouvions reprendre le

travail sur les questions de ressources humaines et de développement de l'entreprise, j'ai trouvé franchement encourageant de voir à quel point l'interaction en petits groupes fonctionnait. Les participants se sont mis à s'ouvrir.

Nous avons formé le groupe du Nouveau-Brunswick ou le groupe régional des Maritimes puis nous avons formé le groupe de la Saskatchewan. Les types de la Saskatchewan ont répété à de nombreuses reprises que si leurs voisins étaient assis à la même table, ils n'échangeraient probablement pas autant qu'eux. À leurs yeux, les gens autour de la table n'étaient pas des concurrents mais des partenaires au sein de l'industrie.

Ainsi donc, quand nous encourageons les jeunes agriculteurs à unir leurs efforts, ils se rendent compte que l'union fait la force et qu'ils doivent se mettre à échanger l'information pour être en mesure de se juger eux-mêmes par une analyse comparative de nature économique.

Becky a mentionné le forum tandis qu'elle parlait du groupe de gestion des produits laitiers dont elle fait partie ici, à Sussex. Vous entendrez bientôt les propos de Richard VanOord. Son cousin Joseph et lui sont actifs au sein du groupe de gestion des produits laitiers dans la région du centre, dans les environs de Fredericton. Et je sais qu'ils en ont retiré beaucoup. Simplement d'avoir la chance de s'asseoir et d'examiner de près les livres et de comparer sa ferme laitière avec celle du voisin — de savoir où va son argent et où va le mien — est utile du point de vue de l'efficacité économique, ce à quoi nous n'avions pas accordé assez d'attention.

Lors des séances de travail sur les pratiques de gestion optimales, nous nous sommes penchés sur un sujet que nous cherchons à intégrer aux activités du forum, à savoir les ressources humaines.

• (0920)

C'est bien connu: nombre de nos fermes sont des unités de gestion familiales. Cette réalité présente de sérieux défis de gestion qui sont souvent méconnus. Nous cherchons donc à inculquer à nos jeunes agriculteurs la faculté d'aller consulter maman ou papa ou grand-papa ou grand-maman au sujet des défis que présentent la relève et la gestion au quotidien.

Je viens d'une famille qui possède une entreprise de construction; ma soeur et mon frère y travaillent tous les deux. Mon père en est toujours le PDG. Ma soeur se débrouille un peu mieux que lui; elle parvient à lui arracher, pour ainsi dire, un peu de contrôle de gestion, au besoin. Mon frère, quant à lui, a un peu plus de difficulté. Je pense que c'est une situation qu'on observe beaucoup en agriculture. C'est toujours papa qui décide alors qu'il y a à la ferme deux fils ou filles qui ont étudié à l'université et qui sont prêts à prendre le contrôle de l'entreprise tandis que quelqu'un tient toujours fermement les rênes au sommet. Donc, l'une des grandes tâches auxquelles nous nous consacrons consiste à leur inculquer des habiletés de communication, c'est-à-dire tout simplement la capacité et la confiance requises pour parler à papa.

Une autre grande tâche à laquelle nous devons nous atteler en ce moment est celle qui concerne la gouvernance par commission. Cette tâche revêt une très grande importance pour moi. J'ai personnellement été membre d'un certain nombre de commissions et j'ai récemment eu de la difficulté à y prendre ma place. Les commissions agricoles sont généralement dominées par des agriculteurs relativement âgés qui sont actifs dans l'industrie depuis longtemps et qui prennent des décisions depuis longtemps. L'agriculture est presque...

Et bien, à la façon dont fonctionnent nos groupes de producteurs spécialisés, nous courons le risque d'être incapables de réorienter promptement nos activités quotidiennes à cause des membres plus âgés.

Nous nous efforçons de former du mieux possible nos jeunes agriculteurs au mode de fonctionnement des commissions et de leur inculquer la façon de jouer un rôle effectif dans ce contexte afin qu'ils sachent, en cas d'objection de la part de la présidence ou de rejet d'un commentaire, qu'ils ont le droit de formuler ce commentaire. La commission doit l'examiner. Il ne sera pas escamoté parce que le pontife âgé qui occupe le fauteuil de la présidence ne le croit pas important.

Voilà une chose que je vois de plus en plus. Encore une fois, nous voulons offrir ce perfectionnement professionnel et donner confiance à nos jeunes agriculteurs pour qu'ils aillent de l'avant.

En ce qui concerne l'interaction régionale, nous essayons de resserrer les liens de travail avec la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. Nous sommes d'avis qu'il y a là un modèle qu'il convient d'étendre à l'ensemble de la région. Nos provinces respectives sont plutôt petites et nous devons unir nos efforts. Nous essayons modestement de prendre la tête du mouvement à cet égard.

D'autre part, il y a les activités sociales et les séances de réseautage, comme Becky l'a mentionné.

Nous avons sondé nos membres pour connaître les points de vue qui pourraient être soumis au groupe. Il y en a deux qui ont largement dominé.

Premièrement, les systèmes énergétiques. Vous avez déjà entendu un de nos membres, M. Von Waldow, parler du biogaz. Il exploite une laiterie et la digestion anaérobie est sûrement un sujet d'une importance capitale pour quiconque est aux prises avec du purin. Il faut gérer tant l'odeur que les gaz à effet de serre.

Nos membres ont été nombreux à parler du modèle ontarien dans lequel des panneaux solaires sont installés sur le toit et nous avons un certain nombre de petites éoliennes. Mais la raison pour laquelle ce modèle fonctionne en Ontario comme il fonctionne en Espagne, en Allemagne et dans de nombreux États des États-Unis, c'est l'existence d'une politique. Pour prendre une place effective sur le marché de l'énergie verte, il faut se doter d'une politique énergétique.

Il y a déjà eu un programme fédéral qui faisait plafonner à 1 ¢ le prix du kilowatt pour ceux qui optaient pour une énergie renouvelable, mais cette mesure n'était applicable que... pour les établissements d'un mégawatt ou plus. Voilà qui fait sortir du jeu nombre de nos petits systèmes fermiers. Si nous voulons vraiment prendre le train de l'énergie verte, il faut nous doter de politiques énergétiques.

Les émissions de gaz à effet de serre ou leur réduction formaient un autre des sujets de préoccupation. Il va sans dire que si on veut prendre pied sur le marché de l'énergie verte, il faut s'intéresser à la réduction des gaz à effet de serre.

J'ai un commentaire à faire en passant. Au Canada, on a beaucoup mis l'accent sur la mise en valeur des sables bitumineux. Fort bien; c'est une importante ressource économique. Mais cela ne va pas sans conséquences au niveau des gaz à effet de serre. Nous les connaissons tous. Je veux simplement faire ressortir le fait que plus nous nous attachons à l'exploitation de nos ressources non renouvelables, plus la valeur du dollar canadien monte, et plus il est difficile de faire en sorte que notre industrie axée sur les exportations puisse se tailler une place sur le marché mondial.

Je suis d'avis qu'il faut équilibrer notre façon d'exploiter nos ressources. Je n'emploie pas le mot « exploiter » dans un sens négatif, mais il faut savoir comment utiliser ces ressources parce que leur exploitation produit des effets à long terme et est lourde de conséquences pour l'industrie agricole.

● (0925)

Mon dernier commentaire porte sur les services d'encadrement. Là encore, aucun de nos membres n'est revenu en disant qu'il avait besoin d'argent ou d'un soutien au revenu. Malgré l'importance de ces dimensions, le message principal n'était pas là. Ce qu'ils veulent, ce sont de bons services d'encadrement. Si l'on souhaite faire de la planification économique de sa ferme, on veut parvenir à mieux comprendre les données d'ordre économique et connaître le ratio d'endettement pour pouvoir partager avec ses amis, concevoir des stratégies d'affaires et obtenir de l'accompagnement environnemental et de l'aide à l'innovation.

C'est avoir la possibilité de prendre le téléphone et d'être en communication soit avec une personne qui sait comment vous devez procéder pour réussir ce que vous cherchez à faire, soit avec quelqu'un qui a accès à un programme et qui pourra vous dire: « Écoutez, si vous avez un consultant en tête et si vous voulez faire appel à ses services, voici les documents à remplir. Nous fournirons une aide correspondant à 50 p. 100 de ce qu'il en coûte pour faire appel aux services d'une personne de l'extérieur de la ferme qui viendra jeter un coup d'oeil. »

C'était mes commentaires en tant que représentant du New Brunswick Young Farmers Forum. Merci beaucoup.

**Le président:** Merci.

Nous entendrons maintenant Jonathan Stockall, au nom de la Table pancanadienne de la relève agricole.

En 10 minutes ou moins, s'il vous plaît.

**M. Jonathan Stockall (Table pancanadienne de la relève agricole):** Très bien.

Je m'appelle Jon Stockall. Je suis membre du conseil représentant le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard à la Table pancanadienne de la relève agricole.

J'ai bien fait de modifier mon allocution; je pourrai être direct et bref.

Je dirige actuellement une ferme mixte avec mon grand-père à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, en pleine ville, alors nous pratiquons beaucoup la commercialisation directe. Je tiens étal au marché agricole Boyce tous les samedis. Dans notre ferme mixte, nous produisons principalement des fruits et des légumes. Nous avons une vaste pommeraie. Nos deux autres cultures principales sont celles des fraises et du maïs sucré.

J'ai modifié mon allocution parce que je savais que beaucoup d'autres personnes aborderaient les sujets que je prévoyais traiter. Il y a une chose que je voudrais bien faire comprendre; Cedric en a déjà parlé: nous ne demandons pas d'argent. Nous ne voulons que du changement et, en lien avec l'idée de changement, rien de positif ne sort d'une attitude négative.

La raison pour laquelle je dis une telle chose et pourquoi cette affirmation me revient à l'esprit, c'est que Rod Scarlett, alors administrateur général de la Table pancanadienne de la relève agricole, a prononcé une allocution dans l'Ouest et il m'a dit que nombre des agriculteurs de la vieille génération ne voulaient pas que leurs fils ou leurs filles prennent leur relève à la ferme en raison de tout le négatif qu'ils avaient connu pendant leur vie. Ce que notre organisation s'efforce de faire, c'est de rechercher le positif en tout.

C'est essentiellement ce avec quoi nous devons composer. La Table pancanadienne de la relève agricole est une ressource précieuse pour les jeunes agriculteurs. Elle se déplace dans tout le pays et va à la rencontre d'autres agriculteurs. Comme Becky et Cedric l'ont mentionné, les ateliers sur les pratiques de gestion optimales sont d'un grand intérêt. J'y participe également. Ils nous permettent de comprendre les problématiques qui se posent dans nos fermes et de trouver des mesures à prendre pour les régler.

Pourtant, malgré tout le positif qui ressort de ces déplacements dans l'ensemble du pays, nous revenons nous asseoir dans nos cuisines où nous devons toujours faire face au même négatif exprimé, comme Cedric l'a dit, par les gens qui dirigent toujours les fermes: nos pères, nos grands-pères, nos tantes et nos oncles.

Alors comment faire la promotion de l'agriculture et donner de la formation? À mon avis, tout comme par le gouvernement. Et nous ne parlons pas de programmes bourrés de tracasseries administratives. Nous pensons plutôt à l'Empire romain qui a concentré ses énergies sur ses agriculteurs parce qu'ils savaient qu'il fallait avoir de bonnes choses à manger pour nourrir une armée formidable.

Il faut que le gouvernement intensifie ses efforts de promotion de notre économie de production alimentaire locale. Il doit être présent dans les marchés locaux pour soutenir notre mouvement d'achat local. En tant qu'agriculteur faisant de la commercialisation directe au marché agricole tous les samedis, je peux dire que je vois rarement de politiciens parmi les visiteurs. Il est très rare que des politiciens comprennent ce qui se passe dans l'industrie alimentaire ou visitent des fermes pour voir comment elles fonctionnent.

Nous avons beaucoup de choses à apprendre de la génération qui nous précède. Il y a un siècle, presque tout le monde pratiquait l'agriculture ou savait comment elle se pratique et connaissait le cycle propre à différents types de cultures. On ne peut pas produire de fraises en février, mais il est toujours possible de s'en procurer au supermarché; c'est dire combien nous sommes loin de nos arrière-grands-parents.

J'aimerais aborder un certain nombre de sujets. Pour moi, les deux grands secteurs sur lesquels il faut concentrer nos efforts sont l'éducation et les soins de santé. Nous devons enseigner aux gens à bien se nourrir. Nous devons revenir à une alimentation holistique et, plutôt que de se concentrer sur les soins de santé, nous devons privilégier la prévention pour ne pas avoir à réinvestir dans les soins de santé et dans les malades. Nous pouvons prévenir ce genre de situation en aidant les gens à bien se nourrir et à garder leur corps en santé. Nous pourrions alors investir davantage dans nos fermes et dans l'éducation.

Je répète que j'ai modifié mon allocution parce que je savais que beaucoup d'autres personnes allaient consacrer leur intervention à un certain nombre de petites choses.

• (0930)

J'ai la ferme conviction que nous devons produire davantage localement. Les gens se sont habitués à consommer des aliments que nous sommes incapables de produire par ici depuis des générations; je pense donc que ce dont nous avons besoin tout autant que

d'argent, c'est d'infrastructure. Pour cultiver des denrées qui ne sont pas disponibles, que notre climat ne nous permet pas de produire, nous devons nous doter de serres ou d'abris-serres pour pouvoir fournir à la population des ananas ou différents types de poivrons et que sais-je encore qu'il serait impossible de trouver ailleurs. Cette pratique permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre parce que les denrées ne seraient plus transportées par camion ou par avion du Costa Rica, du Mexique ou d'ailleurs.

En conclusion, je voudrais dire qu'il m'a fallu huit années d'études pour devenir médecin et me voici qui retourne à la ferme pour aider mon grand-père parce que je vois beaucoup de potentiel dans l'agriculture. Le pétrole étant appelé à s'épuiser — et son prix ne fera qu'augmenter —, nous devons nous concentrer davantage sur nos marchés locaux.

La terre de ma famille à Fredericton vaut davantage à être exploitée sous forme de lotissement que sous forme de ferme, mais elle sera exploitée sous forme de ferme pour les 50 ou 60 prochaines années au moins.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup, Jonathan.

Nous avons entendu beaucoup de commentaires très intéressants.

Nous allons maintenant amorcer la période de questions des députés. Pour la première série, elles seront de sept minutes chacune.

Je donne d'abord la parole à Mark Eyking.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence parmi nous aujourd'hui.

Vous semblez tous être très occupés en ce moment, alors nous vous sommes d'autant plus reconnaissants de venir ici prendre la parole devant nous. Depuis quelques semaines, nous parcourons le pays et entendons de nombreux jeunes agriculteurs ou jeunes agriculteurs en devenir.

À ma descente d'avion à Sussex, hier soir, j'ai acheté ce journal, le *Telegraph-Journal*. C'est bon de voir l'agriculture faire la une. Cela n'arrive pas si souvent. L'article portait sur une annonce qui a été faite tout récemment. C'était une annonce émanant des gouvernements fédéral et provincial. Je ne veux pas m'attarder à la dimension politique, mais je veux simplement dire qu'on pouvait voir, à la lecture de l'article, à quel point l'industrie agricole était importante pour le Nouveau-Brunswick. Il se fait tout près de 500 millions de dollars de ventes à la ferme et la province compte près de 3 000 agriculteurs; c'est dire toute l'importance de l'industrie agricole dans l'économie du Nouveau-Brunswick.

Le programme fédéral-provincial encourageait la production à moindre coût, la production de nouvelles cultures et la mise sur pied de nouvelles activités de transformation alimentaire.

Jonathan, vous avez parlé des jeunes agriculteurs. Mon épouse et moi avons été les jeunes agriculteurs d'élite en Nouvelle-Écosse et nous nous sommes rendus à la conférence d'Ottawa l'automne dernier. Il est intéressant de noter que, tandis que nous pratiquions l'agriculture, il n'y en avait que pour la production. C'était tout ce qui comptait ou presque. Mais j'ai constaté que l'une des principales raisons pour lesquelles nombre des représentants des autres provinces étaient récompensés était leur façon d'utiliser l'énergie verte dans leur ferme.

Quelques-uns d'entre vous ont soulevé la question de la technologie verte. Au cours des deux ou trois dernières semaines, nous avons visité des fermes passablement efficaces qui utilisent beaucoup la technologie verte.

Maintenant, pour faire le lien, on pourrait penser que les programmes gouvernementaux — vous avez parlé des programmes gouvernementaux et de leur importance, Jonathan — devraient encourager une agriculture qui sera le salut ou qui contribuera au salut de l'environnement. Je ne crois pas que l'initiative doive venir uniquement d'Agriculture Canada. À mon avis, nous devrions examiner d'autres industries, l'industrie de l'environnement, et examiner les programmes offerts. Quelqu'un a signalé à quel point l'Europe agricole était avancée par rapport à nous au chapitre de la technologie.

Ma question s'adresse sans doute à vous trois et vous pourrez répondre brièvement. Quels sont les programmes dont nous devrions nous doter au niveau fédéral et au niveau provincial? Que faudrait-il faire, à l'exemple de l'Europe, pour aider les agriculteurs non seulement à devenir de meilleurs gardiens de la terre, mais aussi à contribuer sensiblement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à devenir de meilleurs voisins en réduisant les odeurs qui se dégagent de leurs exploitations?

Quels programmes faudrait-il mettre sur pied au niveau fédéral et au niveau provincial pour faire une différence à la ferme — non pas seulement dans les grosses fermes, mais également dans les petites et les moyennes? Vous êtes peut-être nombreux à savoir ce que font les Européens. Moi, je n'en sais rien, mais quoi qu'ils fassent, ils sont en train de nous distancer sérieusement avec ces technologies.

● (0935)

**M. Cedric MacLeod:** Pour ce qui est de l'Europe, la politique sur l'énergie résume bien la chose. Nous avons vu des annonces à ce sujet. L'Ontario a suivi les traces de l'Allemagne, et maintenant c'est au tour de la Nouvelle-Écosse de le faire. Si vous souhaitez que l'énergie renouvelable joue un rôle dans votre économie, vous devez réfléchir à ce que coûte la production de moins de 100 kilowatts avec de l'énergie éolienne, et vous dire que c'est ce que nous devons payer, plus 10 p. 100. Si M. Von Waldow souhaite construire une installation de biogaz, il faudra sûrement qu'il débourse 17 ¢, 18 ¢ ou 19 ¢ par kilowatt pour pouvoir utiliser cette énergie et réaliser des bénéfices.

Le problème est que tout le monde rétorquera en disant que l'économie ne peut pas absorber 19 ¢ pour chaque kilowattheure produit; toutefois, nous devons garder en tête que les prix demandés pour l'électricité augmentent et qu'ils continueront de le faire. Ce n'est pas parce que M. Von Waldow construit une installation de biogaz et produit 300 kilowatts que l'ensemble des utilisateurs du réseau électrique devront payer 19 ¢ pour leur électricité.

Les frais additionnels sont si minimes que personne ne peut s'en rendre compte; ces frais sont répartis dans la base tarifaire en entier. Ainsi, ce que vous obtenez, c'est un investissement général qui va à l'industrie de l'énergie renouvelable. Maintenant, il peut aller à la banque et dire : « j'ai un contrat pour 19 ¢ ». De cette façon, il obtiendra un taux de rendement de 12,5 p. 100, pour ce qui est du capital investi dans son exploitation agricole. Maintenant, il peut aller à la Banque Royale ou à la société FAC et dire: « Voilà ! Maintenant allons travailler ». Et les représentants pourront lui dire qu'ils acceptent, étant donné qu'ils auront la preuve qu'il a bel et bien un revenu établi.

Nous trouvons qu'il est difficile de se lancer sans rien de solide sur lequel s'appuyer pour ce qui est de l'énergie renouvelable... comme

une politique de tarif de soutien. L'aspect économique de la chose est si particulier que les banques préfèrent s'abstenir. C'est tout juste si la société FAC accepte de nous aider. C'est pourquoi nous nous tournons vers les Programmes. Nous faisons des démarches, puis nous présentons des demandes à RNCAN ou à Agriculture Canada, tantôt pour un projet spécial, tantôt pour un projet pilote. En fait, vous pouvez faire autant de projets pilotes que vous voulez. Sans l'établissement d'un mécanisme stratégique général visant à permettre l'intégration des énergies renouvelables, tout l'appui que vous obtiendrez, ce sera pour des petits projets.

Ainsi, si nous souhaitons faire quelque chose, et si vous souhaitez savoir comment utiliser l'énergie renouvelable pour la peine, jetez un coup d'oeil à la politique de l'Allemagne; jetez un coup d'oeil à la politique de l'Ontario, à la Green Energy Act. Cela vous dira exactement ce que nous devons faire.

Maintenant, je constate qu'il s'agit d'une question épineuse, parce que chaque province est responsable de sa propre destinée pour ce qui est de l'énergie; toutefois, un appui général serait très utile pour mettre tout cela sur pied... S'il existait un programme fédéral qui indiquait que nous fournirions 3 ¢ pour les projets d'agriculture utilisant l'énergie renouvelable, peut-être que la province pourrait fournir 4 ¢ ou 5 ¢, ou ce qui serait nécessaire. Ce serait un assez bon modèle pour un programme.

L'autre possibilité serait de vous fournir de l'argent de sorte que vous n'ayez pas à faire des démarches pour en obtenir.

● (0940)

**L'hon. Mark Eyking:** Le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou le gouvernement fédéral pourrait dire aux personnes qui habitent Moncton, St. John's ou Fredericton qu'il a décidé de faire fi du fait qu'elles n'aiment pas l'odeur des fermes, ou autre chose, parce qu'il souhaite vraiment tirer quelque chose des fermes pour que la province devienne plus verte; on essaie également ce type de stratégie pour faire accepter la chose, mais le citoyen moyen qui paie son électricité répondrait à cela: « Écoutez, je ne souhaite même pas savoir où va mon argent ».

Mais ce que vous dites, c'est qu'une subvention ou quelque chose du genre devrait servir à réduire le coût de l'électricité — ce qui amorcera le processus — plutôt qu'à payer pour la technologie. Ou pensez-vous que nous avons besoin de faire ces deux choses, soit d'aider les agriculteurs à payer pour la technologie qu'ils utilisent et de fournir des fonds pour diminuer les coûts de l'électricité? Est-ce bien ce que vous pensez — les deux, ou...?

**M. Cedric MacLeod:** Si vous élaborez une politique de tarif de soutien en vous concentrant sur le prix de l'électricité, vous permettez à tout le monde de tenter sa chance. Si vous vous contentez d'un montant fixe, seulement un certain nombre de projets pourront aller de l'avant... Par contre, si vous mettez en place une politique de tarif de soutien, tout le monde pourrait s'y mettre. Si vous aviez un projet viable, vous pourriez le mettre en train.

Vous avez absolument raison; vous allez devoir trouver une façon de convaincre les gens. Il y a aussi la question des gaz à effet de serre, qui a une valeur économique; ce serait une autre façon de donner votre appui. Si nous avions un marché fédéral pour la réduction des émissions de carbone, bien, soudainement, le prix du carbone dépendrait directement de nos valeurs en matière d'énergie; nous pourrions alors justifier 3 ¢, ou n'importe quel autre montant, pour le carbone.

**L'hon. Mark Eyking:** Puis-je prendre encore 30 secondes?

**Le président:** Non, en fait, vous avez déjà assez parlé...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le président:** ... assez longtemps, je veux dire; désolé.

Pour revenir là-dessus, Cedric, j'ai une exploitation agricole en Ontario. M. McGuinty a parlé de la Loi sur l'énergie verte. L'opposition qui se soulève, tout spécialement en ce qui concerne l'énergie éolienne, et la façon dont il a abordé la question...

J'ai toujours encouragé l'utilisation de l'énergie renouvelable, y compris de l'énergie éolienne. Je vous dirais que cela a incroyablement divisé certaines collectivités. Certaines des personnes qui insistent auprès des gouvernements afin qu'ils encouragent le recours à l'énergie verte s'opposent maintenant aux règles qui ont été conçues.

Je vous en parle seulement pour vous présenter les différents obstacles qui existent. Ce n'est pas aussi accepté par la collectivité que vous le pensez; lorsque les citoyens se trouvent devant des mesures concrètes, ce n'est plus la même chose. C'est en quelque sorte un « nous souhaitons que ça se fasse, mais pas à notre porte ».

Avant que nous ne laissions la parole à Mme Bonsant, nous entendrons M. VanOord, qui vient d'arriver.

**M. Richard VanOord (Alliance agricole du Nouveau-Brunswick):** Je suis désolé, monsieur le président, mais un de nos amis a happé un chevreuil sur la route, juste devant nous. Nous avons dû nous arrêter pendant une demi-heure jusqu'à ce que la police arrive, puis attendre que tout soit terminé.

**Le président:** Vous n'avez pas besoin de vous excuser. Je comprends. Dans notre région, les chevreuils nous causent bien des tracas en ce moment.

Est-ce qu'environ cinq minutes seraient suffisantes pour votre déclaration préliminaire?

**M. Richard VanOord:** Oui, bien que je ne sache pas ce dont il a été question jusqu'ici.

Mon nom est Richard VanOord. Je suis exploitant de ferme laitière. Nous avons acheté l'exploitation agricole en 2001, de mes parents. Mon épouse et moi possédons 50 p. 100 des actions.

Je suis ici au nom de l'alliance. Je suis directeur de l'alliance, et j'ai été élu au printemps dernier.

Je souhaite vous parler de quelques-unes de mes préoccupations. Je ne sais pas d'où vous venez et ce que vous souhaitez tirer de cette rencontre — et je parle ici d'information —, mais je souhaite souligner que lors des rencontres provinciales et fédérales, on a abordé la question de la rentabilité des produits agricoles. Des difficultés semblent se poser pour beaucoup de produits. Je ne crois pas que le problème découle de l'arrivée de la nouvelle génération et du départ de la précédente; je crois que le problème en est un de rentabilité. Si nous pouvions montrer aux jeunes, et au grand public, que le secteur agricole est rentable, nous pourrions ainsi en assurer l'avenir.

Je n'ai pas vu les dernières statistiques, mais il y a huit ans, dans sept provinces sur huit, l'industrie numéro un était celle de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je ne sais pas si cela a changé, mais c'est quelque chose que nous devons continuer de promouvoir. Cela est essentiel pour les zones rurales du Canada, qui regroupent toujours environ 50 p. 100 de la population. De plus, dans 7 des 10 provinces, l'industrie numéro un était celle de l'agriculture et de l'agroalimentaire. J'espère que cela n'a pas changé. En fait, j'espère que maintenant, ce soit le cas dans au moins huit provinces.

Il n'y a pas très longtemps, je suis allé au dentiste. On m'a réparé des dents. Cela m'a coûté 400 \$ ou 500 \$. Et savez-vous ce que je me

suis dit? Je me suis dit que le dentiste avait fait de l'excellent travail en suivant l'inflation. Il y a 15 ou 20 ans, 2, 3 ou 5 p. 100 de votre revenu serait allé à votre dentiste; bien, imaginez-vous qu'aujourd'hui, c'est environ 5 ou 6 p. 100 de votre revenu que vous utilisez pour payer votre dentiste, peu importe vos besoins.

Il y a 20 ans, les gens dépensaient entre 20 et 25 p. 100 de leur revenu pour se nourrir, et maintenant, ce pourcentage se trouve sous la barre des 8 p. 100. Dans certains endroits, ce pourcentage est même de 7 p. 100. Nous avons une piètre politique alimentaire; elle est peut-être avantageuse pour les consommateurs, mais elle fait vivre des périodes vraiment difficiles aux producteurs.

Quand avons-nous fait l'erreur de renoncer à suivre l'inflation, comme le font les dentistes et les fabricants d'automobile? Pourquoi avons-nous fait cette erreur? Pourquoi cette lutte a-t-elle lieu? C'est une question que je me pose. Je crois que les dentistes sont très fûtés et très brillants. Ils savent que vous avez besoin de réparer vos dents, donc que vous avez besoin d'eux. Eh bien, les gens ont aussi besoin de manger. Dans certains pays, les citoyens dépensent toujours entre 25 et 50 p. 100 de leur revenu pour s'alimenter.

Ainsi, je suppose que la rentabilité est la préoccupation numéro un dans cette province; du moins, c'est ce que j'ai entendu. Nous avons la terre, nous avons beaucoup de choses, mais nous devons simplement nous assurer que les gens peuvent payer pour ce qu'ils ont.

Les importations arrivent au pays. Elles n'arrêteront pas d'entrer au pays. Ce qui m'amène à me demander si les entreprises qui exportent tous ces produits sont assujetties aux mêmes normes de sécurité que nous, au Canada. Il s'agit là d'une inquiétude constante. Je sais que je ne suis pas le premier à le dire, mais je le dirai encore. Les aliments qui arrivent au pays devraient répondre aux mêmes normes, et les exportateurs devraient avoir les mêmes responsabilités que nous pour ce qui est des produits entrant dans l'alimentation de la population.

Sur votre contenant de jus de pomme, il sera indiqué bien lisiblement « Emballé au Canada »; toutefois, il sera impossible pour vous de savoir d'où provient votre jus.

Il s'agit plus d'une question provinciale que d'une question fédérale, mais des fonds doivent être mis à notre disposition. Je sais que le crédit agricole est du ressort fédéral, mais ici, dans cette province, nous avons la Commission de l'aménagement agricole. Je crois que je suis le dernier exploitant de ferme laitière à avoir présenté une demande à cette commission, et ça remonte à 2001. Ainsi, je sais qu'ils modifient en ce moment le programme; toutefois, cela demeure une chose sur laquelle nous devons nous pencher.

La main-d'oeuvre, ou la dotation, est une chose dont on doit s'occuper régulièrement. Plus personne ne souhaitait travailler sur nos fermes; en fait, nous devons aller chercher des travailleurs dans d'autres pays. C'est une préoccupation constante.

Voilà les principaux points dont je souhaitais vous parler aujourd'hui.

● (0945)

**Le président:** Merci, Richard. Je suis sûr que vous aurez du temps pour répondre aux questions.

Madame Bonsant, vous avez sept minutes.

[Français]

**Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ):** Merci, monsieur le président.

Monsieur MacLeod, vous avez parlé de la taxe sur le carbone. Je viens du Québec, et je suis d'accord sur ça, mais les gens de l'Ouest crie pas mal plus fort contre cette taxe. Ils ne sont pas sur ça, et je les comprends.

Je suis d'accord avec vous. Si cette taxe sur le carbone est bien investie dans l'énergie renouvelable, ce serait intéressant. Cependant, je suis un peu réticente à laisser le gouvernement fédéral gérer la taxe sur le carbone, parce que je ne voudrais pas que ce soit une taxe déguisée, comme ce qu'il a fait avec l'assurance-emploi. Je crois que le rôle du gouvernement provincial est probablement de l'imposer directement, dans les provinces, et qu'il la gère directement pour aider l'agriculture. Vous avez en moi quelqu'un qui vous appuie.

D'autre part, vu les montagnes qu'il y a au Nouveau-Brunswick, avez-vous pensé à développer l'énergie éolienne? Vous êtes entouré de montagnes, et c'est très beau — ça me fait penser un peu aux Cantons de l'Est, d'où je viens. Je pense que vous auriez beaucoup à faire avec l'énergie éolienne. D'ailleurs, il existe des programmes fédéraux relatifs à l'énergie éolienne pour vous aider à être moins dépendants du pétrole. Que pensez-vous du développement de l'énergie éolienne?

[Traduction]

**M. Cedric MacLeod:** Personnellement, je suis vendu à l'idée. C'est tout à fait logique.

La façon dont Énergie NB se procure l'électricité renouvelable pose un défi particulier au Nouveau-Brunswick. Le groupe a dit qu'il avait besoin de 10 p. 100 sur le réseau et a décidé de passer par des demandes de propositions pour atteindre son objectif. TransAlta, d'Alberta, et Suez Energy, d'Espagne, deux très grandes entreprises qui disposent de fonds importants, ont répondu à l'appel en offrant de produire de l'électricité pour 9,5 ¢ parce que leur personnel a accès à des programmes fédéraux et que leur accès aux capitaux est sans limite.

Ainsi, si nous décidions de constituer un groupe d'agriculteurs pour bâtir une éolienne — un investissement de 3 millions de dollars, environ —, notre principale concurrence serait de grandes entreprises qui peuvent demander moins cher. Nous n'avons pas accès aux mêmes ressources qu'eux en matière de capitaux et de transport.

Pensons à la politique en matière d'énergie renouvelable. Si John décide de s'engager dans cette voie, il optera pour une turbine produisant 10 kilowatts, et non 3 mégawatts. C'est là qu'une politique globale prend toute son importance: cette installation lui coûtera 15 ¢, et s'il doit faire compétition à Suez, il ne pourra jamais y arriver.

• (0950)

[Français]

**Mme France Bonsant:** Ce qui est intéressant, c'est que chez nous, c'est Hydro-Québec qui s'occupe des éoliennes. Alors, on est entrés en concurrence avec les grands de ce monde.

Par ailleurs, ce que j'admire le plus, c'est votre âge. Je trouve très intéressant de voir la relève. Je parle de jeunes femmes comme vous, madame Perry. Dans mon comté, il y a beaucoup de jeunes femmes qui prennent la relève, et de plus en plus, et je vous admire énormément.

Comme je vous l'ai dit, je suis nouvelle. Je ne connais pas les politiques de l'agriculture du Nouveau-Brunswick — c'est assez compliqué au Québec, je suis en train de les apprendre tranquillement. Personne parmi vous n'a parlé de la gestion de l'offre.

Est-ce que ça existe ici? Ça vous aide sur le plan financier, quand vous avez besoin de l'argent des banques ou de coopératives, etc. Avez-vous acheté des quotas de la gestion de l'offre ici, et est-ce que ça existe?

[Traduction]

**M. Richard VanOord:** Comme je suis exploitant d'une ferme laitière, nous avons une gestion de l'offre...

**Mme France Bonsant:** D'accord.

**M. Richard VanOord:** ... et les producteurs laitiers sont très heureux que ce soit le cas. La gestion de l'offre est synonyme, dans une certaine mesure, de stabilité, contrairement à ce qui se passe avec d'autres produits de base. On a entendu dire que l'industrie porcine songe à adopter une forme de gestion de l'offre pour alléger certains de ses problèmes financiers.

Un autre avantage est qu'il est beaucoup plus facile de se présenter dans un établissement financier avec un quota en poche, car la banque peut alors prévoir le type de revenu en fonction de ce quota. Mais il reste toujours la question de la gestion. Un mauvais gestionnaire n'aura pas une exploitation florissante, qu'il puisse appliquer la gestion de l'offre ou non. Néanmoins, la gestion de l'offre nous donne un bon coup de pouce pour obtenir du financement.

**Le président:** Madame Perry, avez-vous quelque chose à ajouter?

**Mme Becky Perry:** Je veux simplement poursuivre dans la même veine que Richard. Je travaille aussi dans l'industrie laitière et je suis très heureuse de pouvoir profiter de la gestion de l'offre. Si nous ne l'avions pas, je me demande parfois si nous ne serions pas dans le même état que certains éleveurs de bovins — sauf votre respect, Cedric. En ce moment, le secteur de l'élevage bovin traverse une période de vaches maigres, et c'est vraiment dommage.

Je suis contente d'avoir une exploitation laitière. J'aime bien l'élevage de bovins et de moutons, mais je m'aperçois que j'ai besoin de mon exploitation laitière pour financer mes passe-temps.

[Français]

**Mme France Bonsant:** J'ai seulement sept minutes pour vous expliquer l'expérience vécue au Québec. Il y a des fermes — leurs propriétaires nous ont visités hier — où on fait les deuxième et de troisième transformations. C'est fait directement à la ferme.

Au Québec, nous avons un regroupement appelé Les Amis de la Terre. Ce sont des agriculteurs, comme vous, qui ont un site Web. Les gens de la ville écrivent à ce site et achètent ainsi directement de la ferme. Une fois par semaine, les agriculteurs apportent leurs produits à des points de service et les consommateurs les achètent.

Tout ça a commencé en 2005 — j'ai été élue en 2004. Ils ont commencé avec 5 agriculteurs et environ 20 clients. Aujourd'hui, il y a 80 agriculteurs et au-delà de 2 000 clients. Les gens de la ville réalisent de plus en plus que la nourriture vient de l'extérieur. Cependant, ça prend du marketing. On parle de souveraineté alimentaire, c'est très important.

Seriez-vous intéressé à démarrer un système comme celui des Amis de la Terre? L'avantage de ce système, c'est que ça fonctionne par région. Ainsi, la région de Québec ne peut pas vendre dans les Cantons de l'Est, qui eux ne peuvent pas vendre en Gaspésie. C'est local. L'achat est local. L'information scolaire est locale, tout comme le sont l'explication sur les gaz à effet de serre, celle sur la survie et celle sur la qualité de produits.

Ne seriez-vous pas tenter de démarrer ça pour éduquer vos gens de la ville?

• (0955)

[Traduction]

**Le président:** Madame Bonsant, pouvez-vous la laisser répondre à la question? Votre temps est écoulé.

[Français]

**Mme France Bonsant:** Oui. Je m'emballe, je suis désolée. J'y reviendrai plus tard. Ah, ah!

[Traduction]

**Le président:** Voulez-vous répondre, Becky?

**Mme Becky Perry:** Je crois que c'est un très bon outil qui aurait son utilité, assurément. Mais en tant que productrice laitière, je ne crois pas que ça m'apporterait bien des avantages. Mon produit, c'est le lait; il doit être transformé avant d'être mis en marché. L'idée me plaît, et je trouve fantastique qu'on compte 2 000 clients au Québec. Cette mesure les sensibilise, c'est évident.

Une telle façon de faire pourrait s'avérer extrêmement profitable pour quelqu'un comme Jonathan, qui vit en ville et qui produit des fruits et des légumes, car il pourrait les vendre dans sa région par Internet. C'est une force montante sur le marché, de nos jours.

Je crois qu'Internet est un excellent outil de commercialisation. La principale pierre d'achoppement, pour moi, est la sensibilisation de la population. Je veux que ce soit bien clair: il y a encore des citoyens qui pensent qu'on ne peut pas produire de lait au chocolat parce que nos vaches sont toutes blanches. C'est donc difficile — pas d'essayer de vendre nos produits, mais d'essayer de faire comprendre aux gens ce que nous avons et ce que nous produisons en tant qu'agriculteurs.

**Le président:** Merci.

Monsieur Allen, vous avez sept minutes.

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous.

Je ne vais pas revenir sur la question de l'énergie, même si c'est extrêmement important, mais plutôt parler de la possibilité d'acheter des produits locaux. En fait, plusieurs d'entre vous en avez parlé, ce qui est très encourageant.

J'habite dans la péninsule du Niagara. Pour vous situer un peu, disons tout simplement que c'est tout près des chutes Niagara. J'habite en plein cœur de l'une des grandes régions fruiticoles de notre pays. C'est un endroit fabuleux. Nous éprouvons les mêmes problèmes, entre autres pour l'achat de produits locaux. Par exemple, la dernière conserverie à l'est des Rocheuses a fermé ses portes il y a trois ans, ce qui veut dire que nous ne mettons plus les pêches en conservé dans la péninsule du Niagara et que les pêcheurs ont été déracinés. Tous les producteurs de pêches à noyau adhérent de la péninsule ont décidé de mettre fin à leurs activités et de déraciner leurs arbres.

Votre commentaire sur l'intégration, Becky, me fascine. Nous trahissons votre âge, et je sais qu'on a parlé plus tôt des membres âgés qui siègent à des conseils. J'en fais partie, j'imagine, mais pas M. Richards, bien entendu. C'est bien de pouvoir compter sur la participation des jeunes et des moins jeunes.

Il va sans dire que je me rappelle mes années sur les bancs d'école, l'époque où les jeunes femmes devaient suivre un cours d'économie familiale. Vous avez parlé d'un cours de sciences agroalimentaires. Pourriez-vous nous en dire davantage? J'aime bien le fait que vous ayez dit que le cours s'appliquait à tous — les garçons aussi bien que les filles — parce que je trouve que vous avez raison. Une génération

entière ne sait pas comment cuisiner, car pour des gens comme moi — des parents sur le marché du travail —, la réalité est telle que c'est une connaissance que nous n'avons pas transmise.

Je veux aborder ce point ainsi que les achats locaux. Je vais demander à Jonathan ce qu'il pense de la possibilité d'acheter localement, comme il semble être le gars de la ville. J'ignore si vous savez ce qui se passe à Détroit. Détroit est une ville en déclin; un tiers de la ville est abandonné. Les autorités transforment ces terres en exploitations agricoles urbaines. Il ne s'agit pas d'aller chercher des produits des exploitations situées à l'extérieur de la ville, mais bien d'avoir des fermes au centre-ville.

Peut-être que Becky pourrait parler du volet de l'enseignement d'abord, puis Jonathan des exploitations agricoles près des villes et de la vente de produits locaux dans les villes.

**Mme Becky Perry:** Je parlais d'un cours de sciences agroalimentaires. J'ai fréquenté la Sussex Regional High School, qui se trouve non loin d'ici. Le cours sur l'agriculture était un cours à option. En un an, quelque 45 jeunes le suivaient. On pouvait aussi choisir le cours d'économie familiale. Comme vous l'avez fait remarquer, il était surtout populaire auprès des filles. Les gars choisissaient le cours de mécanique, et les filles, l'économie familiale. C'est une question de génération.

J'aimerais bien voir un programme où, parmi les cours obligatoires — anglais, histoire, mathématiques —, se trouve un cours de sciences agroalimentaires. Il faudrait le réussir aussi pour obtenir son diplôme d'études secondaires.

Peut-être même que ces connaissances devraient être transmises avant l'école secondaire. Peut-être qu'on devrait les intégrer aux études primaires. Je crois fermement que les jeunes doivent apprendre, à un moment ou à un autre, quel est le processus de production des aliments à la ferme, car c'est bien certain qu'il y a un commencement à tout cela. Ce serait génial de voir comment les aliments sont produits et transformés, de parler à des agriculteurs sur place ou à l'école, à titre de conférenciers invités... Je sais que nous serions nombreux à bien vouloir collaborer avec les commissions scolaires pour rencontrer des élèves et leur enseigner notre métier.

Ce genre de cours est aussi très important pour ce qui est de la préparation des aliments, de leur conservation et de leur manipulation, et donne de bonnes indications sur ce à quoi porter attention au moment de l'achat. À l'heure actuelle, comme l'a dit Jonathan, lorsqu'on voit des fraises à l'épicerie, on ne vérifie pas d'où elles viennent ni comment elles ont été produites. On les achète parce qu'elles coûtent 1,75 \$ et qu'on aime ça. Si on était un peu plus au fait de l'état de l'industrie et de la provenance des divers aliments, on serait plus attentif et on ferait des efforts pour encourager la production locale.

Je crois donc qu'il est capital d'avoir un cours qui explique comment les produits sont plantés, cultivés, préparés, conservés et cuits avant d'être consommés. À mon sens, l'ajout d'un tel cours dans le programme scolaire entraînerait un énorme changement sociétal.

•(1000)

**M. Jonathan Stockall:** J'aimerais parler des marchés locaux puisque ma ferme est située dans la ville de Fredericton et qu'il n'y a aucune autre ferme à moins de 30 milles. Je suis très chanceux. Si je regarde ce qui se passe sur la scène internationale, j'estime que les Européens ont bien fait les choses. Ils ont établi des communautés autour des petites fermes. Il n'y avait rien dans un rayon de 50 milles et plus, on a vu s'installer une petite ferme, peut-être une ferme laitière, puis quelqu'un s'est mis à cultiver un produit et un autre agriculteur, un produit différent, je crois que c'est la façon de faire...

Lorsque je me suis joints à la Table pancanadienne de la relève agricole, la TPRA, je ne connaissais que ma ferme, ou celle de mon grand-père. Je ne faisais pas vraiment partie du secteur agricole et n'en comprenait pas tous les rouages. Et j'ai commencé à mieux comprendre les produits, les céréales de l'Ouest et ainsi de suite. À notre assemblée générale annuelle de cette année et dans le cadre de nos visites dans les fermes, j'ai fait la connaissance d'un homme qui cultive des raisins dans la région du Niagara. Il a parlé de la compagnie Welch et de la production d'aliments bon marché, les gens ont voulu obtenir de plus en plus rapidement les produits. Je ne suis pas un grand partisan des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, mais c'est la voie de l'avenir. Ce qui ne m'empêche pas de penser que nos enfants perdent beaucoup de temps devant l'ordinateur alors qu'ils devraient, peut-être, travailler.

Pour revenir sur ce que Becky a dit, c'est difficile, parce que pendant des années on a incité les gens à aller à l'université. Les gens se sont éloignés des métiers, du mode de vie de base, de tout ce que les hommes ont fait pendant 3 000 ans. À cause de la révolution industrielle et de la production d'aliments bon marché, les gens ont voulu obtenir de plus en plus rapidement les produits. Je ne suis pas un grand partisan des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, mais c'est la voie de l'avenir. Ce qui ne m'empêche pas de penser que nos enfants perdent beaucoup de temps devant l'ordinateur alors qu'ils devraient, peut-être, travailler.

Je ne sais pas trop si cela répond à votre question mais, pour revenir à celle de Mme Bonsant, à laquelle Becky a commencé à répondre, nous avons effectivement certaines initiatives en vigueur, notamment Fresh From the Farm, la coopérative horticole La récolte de chez nous, la politique d'achat local du Nouveau-Brunswick et le mouvement 100-mile diet pour promouvoir l'alimentation au niveau local. Je ne sais pas si c'est en vigueur dans votre région, mais ici, c'est un mouvement d'envergure.

**Le président:** Merci beaucoup monsieur Allen.

Monsieur Lemieux, vous avez sept minutes.

**M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier chacun et chacune de vous d'être ici ce matin.

L'étude que nous menons est très importante. Notre comité a voyagé partout au Canada. Nous sommes allés en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec, et nous sommes ici aujourd'hui. Demain, nous serons en Nouvelle-Écosse puis à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous essayons d'aller dans tous les coins du Canada et d'étudier la situation du plus grand nombre de produits que nous pouvons. Nous visitons également certains sites afin de savoir très exactement ce qui se fait sur le terrain; nous ne nous limitons pas au travail en comité, nous avons des discussions comme celle-ci, et je vous remercie de votre participation.

Pour poursuivre dans la même ligne, je dirais que l'achat de produits locaux est la clé. Nous en revenons aussi à la rentabilité dont Richard a parlé. C'est d'ailleurs le principal élément de

motivation pour inciter les jeunes à prendre la relève. Cependant, la rentabilité est également liée à l'achat de produits locaux. Comme Becky le disait, ce n'est pas toujours évident. Les gens qui ont l'habitude d'acheter des fraises pendant toute l'année et, nous savons que c'est une culture très saisonnière au Canada, ne remarquent pas nécessairement la différence: « Alors, les fraises que j'achète en février ne sont pas les mêmes fraises que je pourrais acheter en juin » Ils ne voient pas cette différence; ils veulent tout simplement acheter des fraises. Je crois donc qu'il y a une certaine sensibilisation à faire à ce sujet qui pourrait contribuer à la rentabilité du secteur.

Je m'adresse à Karl, dans votre déclaration préliminaire, vous avez signalé que votre troupeau est passé de 11 vaches laitières à 200. J'aimerais savoir les défis auxquels vous avez dû faire face dans votre démarche. Cela fait partie de facteurs de motivation, ce qui incite les jeunes à s'adonner à l'agriculture. Vous avez commencé avec 11 vaches, je crois, et vous avez augmenté le nombre de têtes à 200. Comment avez-vous fait pour augmenter le troupeau à 200 vaches compte tenu du coût d'achat des quotas, du coût d'achat du bétail, etc.?

•(1005)

**M. Karl Von Waldow:** D'abord, j'aimerais préciser que tout a commencé avec mon père qui a immigré ici, en 1973, en provenance d'Allemagne. Il possédait une ferme dans ce pays, mais ce n'était pas une ferme laitière. Avant la Seconde Guerre mondiale, il cultivait un terrain de 16 000 acres en Pologne, des terres qui lui ont été prises par les Russes.

Il devait hériter de ces terres, puis il a dû immigrer dans ce pays avec 5 000 \$ en poche. En fait, les terres où nous nous trouvons maintenant étaient sa dernière chance d'acheter une ferme: c'était la seule qu'il pouvait se payer. En fait, pour 40 000 \$, il a acquis 11 vaches laitières et 40 acres. Il n'a jamais voulu une exploitation laitière; il souhaitait élever du boeuf. Cependant, l'industrie du boeuf a connu une forte baisse, alors il a acheté ses 11 premières vaches laitières. À partir de là, il a continué à agrandir son troupeau. Il a emprunté à un autre fermier l'argent nécessaire pour acquérir d'autres vaches et a pu éventuellement le rembourser.

Je crois que c'est ainsi que les choses se passent. Le système des quotas coûte cher, mais il est efficace. En tout cas, il a fonctionné pour nous. Je crois que certains fermiers devront ouvrir leurs portes aux plus jeunes agriculteurs et les accepter comme partenaires avant de s'en séparer afin qu'ils puissent démarrer leur propre entreprise.

Cela n'a pas toujours été facile pour notre famille. Mon père a réinvesti la plus grande partie de son revenu dans l'exploitation agricole pendant toute sa vie d'agriculteur. Nous avons pris de l'expansion lentement et avons investi plus d'argent dans la ferme qu'ailleurs parce qu'on ne voulait vraiment pas que des citoyens viennent se plaindre alors que nous nous efforçons de cultiver un produit de bonne qualité pour les gens qui vous entourent.

Mon père fait partie du conseil d'administration de Northumberland, un conseil qui a préconisé énergiquement l'achat local. Northumberland est une entreprise du Nouveau-Brunswick. Elle achète tout son lait auprès des agriculteurs du Nouveau-Brunswick. Elle représente tout près de 50 p. 100 du marché laitier dans cette province.

Nous venons tout juste d'augmenter notre troupeau. Actuellement, environ 180 vaches produisent du lait et nous venons tout juste de bâtir une nouvelle grange pouvant accueillir 400 vaches. C'est le nombre que nous visons. La raison pour laquelle nous voulons prendre de l'expansion, c'est que nous souhaitons installer un méthaniseur et que nous n'avons pas le financement nécessaire. Comme Cedric l'a dit, les contrats actuels ne nous permettent pas de payer des systèmes d'énergie électrique. Selon lui, pour joindre les deux bouts, il faut obtenir de 17 ¢ à 19 ¢, ce qui est à peu près correct. En Ontario, les agriculteurs obtiennent de 18 ¢ à 19 ¢, et 45 ¢ en Europe.

Je n'ai examiné aucun autre système ici. Je me suis plutôt attardé à ceux qu'il y a en Europe, en Californie et au Wisconsin. Ils ont vraiment plus qu'une longueur d'avance.

Je crois qu'en tant que jeunes agriculteurs, nous devons regarder ce qui se passe à l'extérieur de cette province parce que, pendant de nombreuses années, nous nous sommes cantonnés à cette région. Il y a tant d'autres endroits dans le monde où il y a des idées très intéressantes quant à la direction à prendre.

Partout où je suis allé, j'ai entendu tellement de gens dire qu'il fallait se débarrasser des systèmes de quotas. À mon avis, ces systèmes nous ont permis de fournir un bon produit, un produit de qualité parce que nous obtenons le prix qu'il vaut. Dans chaque endroit que j'ai visité dans le monde, ils se débarrassent des systèmes de quotas puis, ils veulent les rétablir, mais ils ont vendu tout ce qu'ils avaient, c'est donc plus difficile pour les gens de cultiver un produit de qualité pour l'industrie.

• (1010)

**M. Pierre Lemieux:** Oui, je suis un fervent partisan de la gestion de l'offre. Il y a beaucoup de fermes laitières dans ma circonscription. Vous avez certainement été à même de constater qu'au cours des dernières années, ce processus a assuré une certaine stabilité dans le secteur agricole.

J'aimerais revenir à Becky pour un moment. Essentiellement, trois générations ont exploité votre ferme, n'est-ce pas? En fait, c'est quatre générations si vous comptez vos enfants qui nourrissent les vaches.

J'aimerais que vous me disiez comment se déroule cette transition. Par exemple, êtes-vous propriétaire d'une partie de la ferme ou travaillez-vous dans cette ferme jusqu'à ce que celle-ci vous soit transférée à un moment donné? Est-ce que cette transition se fait bien dans votre ferme aujourd'hui et quel avenir envisagez-vous? Est-ce que c'est un modèle assez commun chez vos pairs, c'est-à-dire pour les gens de votre âge?

**Mme Becky Perry:** Les propriétaires actuels de la ferme sont mes beaux-parents. Si vous le permettez, je dirais que je suis mariée à la ferme. Mon conjoint, Dwayne, et moi travaillons à la ferme de ses parents. Ils représentent la quatrième génération, nous serons la cinquième et notre petit garçon pourrait être la sixième génération.

Dans un certain sens, nous pouvons dire que c'est une ferme de trois générations, mais il faut noter que Dylan n'a pas encore deux ans.

**M. Pierre Lemieux:** Vous êtes donc deux générations à y travailler maintenant.

**Mme Becky Perry:** Je ne sais pas si vous pouvez le compter pour le moment, mais il nous aide.

Voici donc comment les choses se passent chez nous. Le Programme canadien de gestion d'entreprise agricole, le PCGEA, nous a donné un bon coup de pouce en nous incitant à réfléchir et à

prendre des décisions... Le mot planification le dit bien. Vous ne pouvez tout simplement pas arriver un bon jour et dire « Voilà, je crois que je vais prendre ma retraite demain, alors je vous souhaite bonne chance ». Ce n'est vraiment pas comme ça.

**M. Pierre Lemieux:** C'est vrai. C'est pourquoi je vous demande comment vous envisagez la transition.

**Mme Becky Perry:** La planification de la relève a vraiment été le point de départ de la discussion sur la direction à prendre. Mon mari et moi nous nous sommes assis et avons élaboré un plan quinquennal définissant notre vision du futur. Nous en avons discuté avec ses parents. Essentiellement, nous sommes tous sur la même longueur d'onde. Nous savons que nous prendrons éventuellement la relève de la ferme et nous amorçons le processus de planification de cette relève.

Il est à noter qu'il y a beaucoup d'argent en jeu lorsqu'il est question de planification de la relève; une exploitation laitière est une industrie d'un million de dollars. Il y a donc beaucoup de choses à régler. De plus, il y a tout un tas de documents administratifs à remplir, pour y arriver, mais nous nous sommes assis ensemble et en avons discuté.

Je connais un grand nombre de jeunes agriculteurs qui sont dans la même situation que nous. C'est une démarche à faire avec votre père, votre grand-père ou tout autre propriétaire de la ferme. Vous savez qu'éventuellement vous prendrez en charge cette ferme mais l'un des plus gros obstacles pour l'instant, c'est de s'asseoir et d'en discuter. En fait, l'élément majeur que tout le monde a à l'esprit c'est que vous pensez obtenir la ferme, vous savez que vous êtes la personne qui y travaillez actuellement mais vous n'êtes pas certain à quel moment la transition se fera.

Donc, la communication est un obstacle qui a son importance. L'atelier auquel nous avons participé — d'ailleurs trois d'entre nous avons déjà mentionné ces séances du PCGEA — nous a grandement aidés dans cette démarche. Nous nous sommes entretenus avec des jeunes agriculteurs qui vivaient les mêmes choses, ce qui nous a permis d'entendre des idées différentes sur le sujet. Ces échanges nous ont vraiment permis de comprendre certaines choses. Until a fait comme ça, c'est peut-être une approche que je pourrais adopter.

Une fois que l'on consent à s'asseoir et à discuter, la transition se fait plus facilement. Il est alors possible de déterminer les besoins en matière de consultation, qu'il s'agisse de comptables, d'avocats, bref, tous les aspects auxquels il faut réfléchir. En cela, le programme Cultivons l'avenir nous sera d'un grand secours pour devenir propriétaires de la ferme et mener à terme tout le processus de planification de la relève.

L'agriculture est effectivement une question d'ordre générationnel. Nous avons actuellement deux petits enfants à la maison et j'espère bien que cette sixième génération prendra ma relève.

**Le président:** Nous passons maintenant à M. Eyking pendant cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci, monsieur le président.

La ferme de ma famille est située au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, alors je connais assez bien les défis auxquels les Maritimes sont confrontées. Je pense vraiment que les agriculteurs des Maritimes doivent avoir des solutions qui leur sont propres.

Cedric, vous mentionné la possibilité que les fédérations collaborent et unissent leurs forces. Loblaws et Sobeys — et Coop Atlantique, dans une certaine mesure — centralisent maintenant leurs achats. Tout est acheté dans les Maritimes, mais les achats sont centralisés. Je crois qu'il est très important que les agriculteurs des Maritimes collaborent, qu'il s'agisse de négocier avec ces acheteurs ou avec le gouvernement fédéral. Lorsque le gouvernement du Québec vient à Ottawa, il agit en tant que porte-parole. Je pense que c'est beaucoup mieux que si plusieurs provinces se présentaient à tour de rôle.

En ce qui concerne l'avenir de l'agriculture dans les Maritimes, il ne fait aucun doute que le porc et le bœuf connaissent de graves problèmes. Il est difficile, vu le contexte national, d'appliquer la gestion de l'offre au porc et au bœuf, parce que nous sommes d'importants exportateurs — ce qui n'est pas, en principe, le cas des Maritimes. Je ne crois pas que nous produisons suffisamment de bœuf ou de porc pour répondre aux besoins de tous les consommateurs des Maritimes, alors ça nous irait très bien, mais nous ne pouvons pas vraiment opter pour cette solution, parce qu'il faudrait que ce soit un programme national.

Pour revenir au type de fermes que nous aurons dans les Maritimes, ça semble s'apparenter à la situation du Québec et d'autres régions où il y aura des fermes importantes et performantes, et des fermes soumises à la gestion de l'offre qui deviendront un peu plus grandes et plus performantes; puis, il y aura les petites fermes. On constate cette situation en Nouvelle-Écosse, où l'on peut pratiquer l'agriculture à temps partiel et aller au marché agricole ou vendre à la ferme. Ça semble se diriger dans ce sens. Peut-être est-ce comme ça que ça doit être, parce qu'il sera difficile pour une ferme de grandeur moyenne de fonctionner avec 20 vaches, ne serait-ce qu'en ce qui a trait à l'équipement et aux autres choses de ce genre.

Devrions-nous examiner les politiques de nos provinces ou des Maritimes et dire, d'accord, ne les séparons pas, mais considérons-les différemment? Il y a les soi-disant fermes commerciales qui vendent leurs produits aux transformateurs et aux gros détaillants, puis il y a les fermes spécialisés que l'on pourrait traiter différemment, qu'il s'agisse de la transformation de leurs produits ou...

Nous avons fait face au même problème hier, à Québec, où un petit producteur fabriquait du fromage. Il nous a dit qu'il était traité de la même manière que les gros producteurs, et ça n'a aucun sens.

Je pense que ce sont là mes questions. Ces solutions pourraient-elles s'appliquer aux Maritimes? Devrions-nous examiner différents modèles, traiter les fermes différemment selon des catégories distinctes?

•(1015)

**M. Cedric MacLeod:** J'ai quelques idées à ce sujet.

Lors des séances portant sur les pratiques exemplaires de gestion — en tant qu'animateur, j'ai dû parcourir certains documents d'orientation —, nous avons souligné l'importance de savoir à quel endroit on se situe, ce qui revient essentiellement à ce que vous venez de dire. Nous avons des exemples de fermes laitières de 400 têtes. Il est évident, comme vous l'avez dit, qu'elles ne vont pas fonctionner avec 20 têtes, mais elles doivent connaître leur rôle.

Ma ferme constitue une très bonne étude de cas. Quinze veaux y naîtront cette année. Les gens me demandent comment je parviens à survivre dans le secteur bovin. Je ne suis pas en mode survie, parce que je ne produis pas du bœuf ordinaire, mais du bœuf nourri à l'herbe que je vends en paquets de 25 livres. Je le vends aux mères des jeunes qui jouent au soccer et j'en mets une partie au congélateur.

Je connais donc mon rôle et je suis capable d'obtenir un bon prix sur le marché.

C'était l'un des points abordés lors de la séance. Lorsque nous nous sommes assis, nous avons dit, soit vous êtes importants et performants et vous produisez des produits de base, soit vous êtes petits et vous donnez une valeur ajoutée à vos produits pour en retirer davantage d'argent.

John, qui est ici, fait partie de cette catégorie. C'est un homme qui paraît bien, tout comme sa partenaire. En fait, je crois qu'elle paraît un peu mieux que lui.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Cedric MacLeod:** Mais ils vont tous deux au marché agricole et ils vendent une histoire: ils se vendent eux-mêmes et vendent des produits de la plus grande qualité.

Si on veut créer des programmes pour aider les gens, peut-être qu'on pourrait les aider à élaborer une stratégie de commercialisation, une histoire, quelque chose que l'on peut utiliser pour se vendre soi-même, parce que les commissions du lait s'occupent de la commercialisation de ce produit, mais les gens comme John et moi avons besoin d'aide pour nous vendre et vendre notre histoire agricole.

**Le président:** Il ne vous reste que quelques secondes.

**L'hon. Mark Eyking:** Je n'ai jamais assez de temps, monsieur le président. C'est comme si...

**Le président:** Eh bien, je n'ai aucun contrôle sur le temps qui passe.

Évidemment, Karl peut faire un bref commentaire.

**M. Karl Von Waldow:** Il a raison. Je ne vais pas parler de l'industrie laitière, parce que beaucoup de gens en ont parlé. Nous avons aussi un troupeau de bovins de boucherie qui compte 80 têtes, et au cours des deux ou trois dernières années, nous avons eu tendance à leur donner les restes de nourriture que nous n'utilisons pas, parce qu'il est difficile de gérer un troupeau de ce genre. Comme je l'ai dit plus tôt, mon père a toujours voulu faire ça, mais étant donné les coûts de production et ce qu'on en retire, c'est presque impossible. L'an passé, nous avons perdu de l'argent avec nos bovins de boucherie.

Nous avons souvent tenté de comprendre la situation. Prenons par exemple un animal de 500 livres. Nous pouvons en obtenir 500 \$ en ce moment, mais sur le marché, la viande atteindrait presque 3 000 \$. Les cinq sixièmes du profit sont partagés à l'étape de la transformation. Si la moitié de cet argent revenait au producteur, il n'y aurait aucun problème à réussir dans l'industrie bovine ou porcine, ou dans toute autre industrie de ce genre.

•(1020)

**Le président:** Merci beaucoup.

Passons maintenant à M. Shipley, pour cinq minutes.

**M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC):** Merci.

Je tiens à vous dire à quel point votre groupe m'impressionne.

Je vous poserai quelques brèves questions, parce que le président ne traîne pas lorsqu'il s'agit du marteau et du temps.

Vous avez parlé de l'accès au crédit. Ce sujet est revenu sur le tapis à chacune des réunions. Je ne peux pas demander à tout le monde de répondre — parce que nous allons manquer de temps —, mais j'aimerais savoir s'il vous a été difficile d'obtenir du financement. Il ne fait aucun doute que certaines personnes ont réussi, qu'elles ont été capables de croître et d'établir des buts et des objectifs. Leur travail acharné, leurs études et leur vivacité d'esprit leur ont permis de se rendre là.

Un autre élément qui revient fréquemment et qui a été soulevé aujourd'hui, c'est la question de l'importation de produits en provenance de pays qui respectent ou non les normes canadiennes. Ils peuvent respecter les normes, mais nos producteurs n'ont pas accès aux mêmes outils de gestion que leurs concurrents. C'est un problème persistant. J'ai présenté une motion à ce sujet, qui a l'appui du Parlement. Nous espérons apporter certaines modifications à la réglementation pour remédier à cette situation.

Becky, vous avez parlé de l'autre problème important auquel vous êtes tous confrontés. Vos investissements sont considérables, mais il semble que les agriculteurs ne planifient pas très bien leur relève. C'est toujours votre père qui, à 65 ans, c'est-à-dire mon âge — je n'ai pas tout à fait 65 ans, mais j'ai pratiqué l'agriculture, à la fois dans le cadre de la gestion de l'offre et dans le marché libre —, prend toutes les décisions. Il doit y avoir une transition. Comment cela fonctionne-t-il?

De toute évidence, il y a ici de jeunes familles qui se joignent à une agriculture très intense. Je pense que la planification de la relève est primordiale. Becky en a parlé. Ça se fait souvent à long terme, et nous avons tendance à penser: « Bonté divine, j'ai maintenant cet âge et je n'ai rien fait. Comment vais-je faire pour que mes frères et sœurs ou qui que ce soit d'autres puissent participer »?

Je m'intéresse aux partenariats. Je ne me rappelle plus si c'est Karl ou Richard qui en a parlé. Nous avons tendance à oublier les partenariats.

Ma famille compte quelques jeunes agriculteurs. Nous les avons déjà visités, mais pas dans le cadre de cette tournée. Ils se sont joints à d'autres agriculteurs pour partager leurs renseignements financiers. Les agriculteurs ne sont pas très bons lorsqu'il s'agit de partager ce type d'information, parce que nous ne voulons pas dire à l'autre à quel point notre situation est bonne ou mauvaise. Surtout, nous ne voulons pas leur dire à quel point les choses vont bien si c'est le cas.

En ce qui concerne la planification de la relève, avez-vous des commentaires à faire sur la manière dont nous pourrions aider les agriculteurs qui débutent? Je veux savoir comment nous pourrions aider les jeunes agriculteurs à entrer dans le milieu. Ça touche l'accès au crédit et les importations, et nous devons nous assurer d'être compétitifs. La planification de la relève est essentielle.

Je veux vous mettre en garde concernant la politique énergétique de l'Ontario. Elle nuit aux agriculteurs. Elle ne leur donne pas accès au réseau. Dans le cas des digesteurs de biogaz, les agriculteurs ne reçoivent rien qui leur permette de faire du profit. Nous payons 80 ¢ pour l'énergie solaire, mais je ne saurais vous dire comment ça fonctionne.

C'est en train de devenir une mine d'or en Ontario pour les investisseurs. Certains agriculteurs se lancent là-dedans, mais ça ne leur donne aucun avantage. Je ferais très attention avant de suivre le mouvement.

C'était les trois commentaires que j'avais à faire.

Richard.

**M. Richard VanOord:** Je pourrais peut-être commencer. Je suis certain que Karl a aussi plusieurs bonnes idées.

Je vais commencer par la fin de votre liste, à savoir la planification de la relève, puis je remonterai peu à peu.

La planification de la relève est essentielle, parce que les fermes valent des millions de dollars. J'ai été témoin d'un cas où un agriculteur était décédé à 70 ou 75 ans. Son fils avait 55 ans et, malgré son âge, il n'était autorisé à prendre aucune décision. Il est décédé un an ou deux après son père, et c'est maintenant son fils, qui n'était même pas autorisé à vendre un Bobcat, qui doit assurer le fonctionnement de l'exploitation agricole — qui vaut plusieurs millions de dollars. Cette ferme n'a aucune chance. La préparation était insuffisante. La communication est donc essentielle.

À Fredericton — la capitale de notre province —, nous sommes 14 producteurs laitiers à nous être réunis et nous partageons nos livres à 100 p. 100. En fait, c'est un fonctionnaire qui s'occupe de tous les chiffres. Nous partageons tout; chacun d'entre nous s'est vu attribuer une lettre qui désigne notre ferme. Ainsi, je n'ai pas besoin de savoir qui est mon partenaire, lequel, parmi les 14, est A ou B. Je sais quelle lettre je représente.

Nous savons maintenant quelle lettre représente qui; nous partageons donc tous nos renseignements. L'autre jour, je me suis assis avec l'un de mes partenaires, et nous avons comparé nos factures d'assurance; nous avons constaté une différence de 2 500 \$ pour la même couverture. J'ai pu faire diminuer le coût de mes assurances de 2 500 \$, et l'agent m'a dit: « Ne le dites à personne d'autre. » Ces 2 500 \$ paraissent sur les résultats financiers; ces 2 500 \$ vont dans mes poches parce que l'assurance est demeurée la même.

La relève et la planification sont importantes. Il est aussi important que les agriculteurs s'unissent. Au départ, nous étions trois producteurs laitiers. Nous avons commencé à cultiver du maïs à ensilage parce que le coût du grain a monté en flèche au cours des cinq dernières années. Il a atteint 100 \$ la tonne. Au Nouveau-Brunswick, la ferme moyenne rapporte environ 30 000 \$, ce qui représente le revenu net de beaucoup de gens. De nombreux agriculteurs doivent maintenant payer pour le grain ce qu'ils avaient l'habitude d'avoir pour revenu. En nous réunissant, nous avons pu nous partager les tâches: l'un d'entre nous plante, l'autre vaporise, et le dernier récolte. Ainsi, il n'y a qu'une planteuse à acheter et il n'y a qu'une personne responsable de la vaporisation.

Non seulement est-il bon pour nos finances de ne pas avoir tout à acheter, mais il est aussi agréable de ne pas avoir à travailler sur la terre pendant les périodes de l'année où l'on sait que quelqu'un d'autre s'en occupe, ce qui nous permet de nous concentrer sur autre chose. La collaboration réduit le stress.

Il faudra se battre pour ce qui est des importations et des normes. La lutte sera féroce, mais elle en vaut la peine. Si on a l'UPA derrière nous, ça fait 50 000 votes, juste au Québec. Je n'ai encore jamais entendu un agriculteur dire qu'il ne voulait pas que les normes soient modifiées.

En ce qui concerne le financement, je suis très content que le Financement agricole Canada existe. J'aimerais qu'ils offrent des services bancaires quotidiens. Je suppose qu'ils doivent lutter avec les banques pour offrir ce type de service, parce que je ferais aussi affaire avec eux pour mes transactions quotidiennes. Ils sont fantastiques. Ils savent qu'ils ne nous abandonneront pas à notre sort. Ils sont aussi là pour nous appuyer, en tant qu'agriculteurs. Le financement sera toujours un élément important.

•(1025)

**Le président:** Le temps nous presse. Il semble que nous n'ayons jamais assez de temps à consacrer à ces audiences. Je trouve que certains de vos commentaires étaient très intéressants aujourd'hui.

Jonathan, vous avez souligné l'importance de rester positif. Dans toute entreprise, il s'agit de la bonne attitude à adopter. Nous sommes tous conscients qu'il y a des obstacles et autres problèmes à surmonter, mais ce commentaire m'a réellement frappé.

En fait, aujourd'hui même, quelqu'un d'autre a mentionné la qualité des exposés; j'abonde dans ce sens. Chacun d'entre vous semble, tout en signalant certains obstacles, très positif. Je crois que ça s'annonce bien pour l'avenir de l'agriculture au Nouveau-Brunswick, et j'espère que cette attitude gagnera le reste du Canada.

Becky, je pense que nous allons visiter votre ferme plus tard aujourd'hui. C'est bien. Je dois dire que mes enfants forment aussi la sixième génération sur notre ferme. Malheureusement, aucun de mes trois fils ne poursuivra dans le domaine agricole, mais ils auront la terre, j'imagine.

Sans plus tarder, merci encore d'avoir pris le temps de participer au comité, malgré votre horaire chargé. Nous l'apprécions.

Nous prenons maintenant une courte pause.

•(1025)

(Pause)

•(1035)

**Le président:** La deuxième partie de la séance d'aujourd'hui est ouverte. Merci à tous nos témoins d'être ici aujourd'hui. En tant que fermier, je sais ce que cela signifie de prendre congé un jour de beau temps. Nous vous en sommes donc reconnaissants.

Cette séance fait partie de notre tournée pancanadienne, si on peut dire, ou de l'étude sur l'avenir de l'agriculture. C'est formidable que vous soyez tous présents.

Puisque vous êtes tous ici à titre personnel, je crois, ce serait bien si vous pouviez limiter votre déclaration à sept minutes environ. Je ferai preuve d'un peu de souplesse, mais je vous aviserai lorsqu'il ne vous restera que deux minutes.

Si vous avez en main votre déclaration écrite, pourriez-vous la donner à la greffière, Isabelle? Une fois votre déclaration traduite, elle la remettra ensuite à tout le monde.

Sans plus tarder, nous commençons par l'exposé de Nathan Phinney.

Nathan.

•(1040)

**M. Nathan Phinney (à titre personnel):** Bonjour. J'aimerais vous remercier de nous donner l'occasion de prendre la parole.

Je représente aujourd'hui l'industrie du boeuf, malheureusement. Mon cousin et moi, ainsi que mon grand-père de 73 ans, possédons un parc d'engraissement pour 2 000 boeufs, à environ une heure d'ici. Cette industrie mourra si nous laissons les choses telles qu'elles sont.

L'un de nos plus gros problèmes est l'étiquetage. Nous importons des millions et des millions de livres de produits de l'étranger. Nous les transformons au Canada, les remettons dans des boîtes et y accolons l'étiquette « Produit du Canada ». Cette étiquette renseigne mal le consommateur, puisque le produit ne vient même pas du Canada, même s'il est transformé ici.

Nous avons permis également autre chose, et j'imagine que c'est de notre faute: en observant les exportations, on se rend compte que 70 p. 100 des bovins appartiennent à des intérêts américains. Nous

avons permis à des cartels de s'installer ici, comme Cargill, IBP et Tyson. Ils possèdent non seulement les plus grands abattoirs, mais ils ont aussi conclu des contrats et ils possèdent les bovins. Ils sont intelligents. En raison des coûts de carburant élevés, il est beaucoup plus économique d'abattre les bovins et de les emballer ici, puis de les expédier au sud en plus grande quantité.

Ce que j'aimerais proposer, ou ce à quoi j'ai pensé, c'est quelque chose qui rendrait équitable pour nous le fait de posséder des bovins. Aujourd'hui, le prix que j'obtiens en Ontario pour du boeuf paré est 1,49 \$. Si j'ai besoin de 2 \$ la livre pour couvrir mes coûts de production, j'aimerais que le gouvernement intervienne et verse la somme qui manque pour totaliser 2 \$. Par exemple, si les abattoirs offrent 1,80 \$, le gouvernement pourrait ajouter 20 ¢. Sinon, nous plongeons dans la faillite.

Nous bénéficions de programmes d'aide; cependant, ils semblent seulement arrêter l'hémorragie pendant une courte période. Oui, nous avons besoin d'aide immédiate pour atténuer la pression exercée par les banques, mais cela ne constitue pas la solution à long terme dont nous avons besoin. À moins que nous nous penchions sérieusement sur les grandes quantités que nous importons, notre industrie n'ira jamais mieux.

En ce qui concerne les consommateurs de nos produits, j'ai l'impression que chaque génération s'éloigne de plus en plus des fermiers. Avant, tout le monde connaissait un oncle, un cousin ou quelqu'un qui possédait une ferme. Maintenant, je parie que la plupart des gens ne savent même pas à quoi ressemble réellement une ferme.

J'aimerais aussi parler des marchés locaux. Les marchés locaux sont une bonne idée, comme Cedric a dit, pour les petits marchés, mais nous sommes dans le marché de marchandises. Nous faisons de la production de masse. Quelle est la place offerte à ces petits marchés? Jusqu'à ce que nous contrôlions l'étiquetage qui permet de prouver qu'un produit a été élevé, cultivé et produit au Canada, et que nous l'ayons intégré dans les grandes chaînes comme Loblaws, nous ne nous en sortirons jamais.

Je crois qu'il s'agissait de mon principal point pour aujourd'hui. Nous devons régler le problème de l'étiquetage. Pour qu'un produit soit étiqueté comme canadien, il doit s'agir d'un produit canadien. Il ne peut pas être importé d'un autre pays, réemballé, redécoupé ou je ne sais quoi et être pourvu d'une étiquette « Produit du Canada ».

C'est tout ce que je voulais dire.

**Le président:** Je crois savoir que Corey et vous faites des affaires ensemble?

**M. Nathan Phinney:** Nous sommes cousins.

**Le président:** D'accord.

Aimeriez-vous ajouter des commentaires, Corey?

•(1045)

**M. Corey MacQuarrie (à titre personnel):** Eh bien, Nathan a abordé la plupart des points.

J'aimerais seulement ajouter que ce serait différent si les importations étaient produites en fonction des mêmes normes auxquelles nous devons répondre, mais on ne peut tout simplement pas être concurrentiels lorsque nous devons tenir compte de l'ACIA, de la traçabilité et de tellement de mesures. Ce sont d'excellentes mesures à mettre en place, comprenez-moi bien, mais lorsque d'autres pays ne sont pas obligés de respecter les mêmes normes, il n'est pas possible pour nous d'être concurrentiels. C'est tout simplement impossible.

J'aimerais aborder quelques autres points concernant l'industrie du boeuf. Il y a un nombre beaucoup trop important d'éleveurs de bovins qui ne connaissent pas leurs coûts de production. Je sais que c'est le cas dans les provinces de l'Atlantique et je suis certain que c'est également le cas dans tout le pays. Ces éleveurs se disent: bon, d'accord, nous avons besoin d'argent et d'aide. Ils ne savent pas de quoi ils ont exactement besoin.

Je crois que le gouvernement doit permettre aux producteurs de mener des études de faisabilité, de travailler avec des consultants et de collaborer avec des personnes qui comprennent leur entreprise. Nous pratiquons l'agriculture en 2010, pas en 1970. Il y a une grande différence.

Parallèlement — je sais que cela a été mentionné dans une autre table ronde — il y a l'accès au capital. Dans l'industrie du boeuf, je sais que nous n'avons pas de système de quotas. Nous n'avons pas en main le chèque qu'ont les producteurs laitiers pour fournir à nos bailleurs de fonds, en disant: voici ce que nous avons. Nous ne jouons pas selon les mêmes règles. Je crois que c'est à peu près tout ce que j'avais à dire là-dessus.

Encore une chose: en plus des problèmes que connaissent l'industrie du boeuf et la plupart des marchandises destinées aux récoltes, nous éprouvons un grand nombre de problèmes dans les Maritimes avec la faune. Nous perdons environ 10 p. 100 de notre maïs chaque année à cause des ours. Lorsque nous regardons la façon dont sont traités les terrains marécageux, nous nous apercevons qu'en conséquence nous avons créé un habitat pour les oiseaux et d'autres animaux. Actuellement, nous procurons de la nourriture et un habitat aux ours, aux chevreuils et autres animaux, mais cela a un coût, et c'est nous qui devons payer. Je crois que nous devrions sérieusement trouver une façon de changer cette situation et de nous remettre une partie de l'argent que nous perdons année après année. Je sais que d'autres provinces ont mis en place des programmes à cet égard, mais il n'en existe pas ici, au Nouveau-Brunswick.

**Le président:** Merci, Corey.

Vous avez parlé de la traçabilité et d'autres mesures du genre. Ces mesures ont été mises en place par le gouvernement à la demande de l'industrie, par exemple les bouviers canadiens. De plus, ces mesures ont été prises pour tenter de favoriser les importations de partout dans le monde. Je voulais seulement préciser ce point.

Nathan, vous avez parlé entre autres de l'étiquette « Produit du Canada ». J'ai fait partie de l'organisation locale des bouviers de mon comté, celui de Bruce, pendant une période assez longue dans les années 1980, et nous nous sommes battus pour cet étiquetage. Mais personne ne peut apposer l'étiquette « Produit du Canada » sur un boeuf qui provient d'un autre pays. C'est tout simplement impossible. Si vous connaissez des gens qui le font illégalement, vous devez les dénoncer, parce qu'ils ne peuvent pas le faire. Le seul boeuf aujourd'hui, ou tout autre produit, qui peut être pourvu de l'étiquette « Produit du Canada » doit être à 98 p. 100 canadien en ce qui concerne l'ingrédient principal, qui est bien entendu le boeuf dans ce

cas. On peut apposer l'étiquette « Transformé au Canada » sur la partie transformée, mais non celle de « Produit du Canada ». On sensibilise encore le consommateur à ce sujet.

J'ai seulement pensé rappeler cette différence.

**M. Nathan Phinney:** En fait, une des choses que je voulais dire c'est que, lorsqu'on reçoit la circulaire hebdomadaire d'un magasin à grande surface, on voit sur la première page qu'il y a un steak en vente, et qu'il correspond à la catégorie USDA, ou aux catégories canadiennes AA ou AAA.

Si la pièce de viande correspond aux deux catégories, d'où provient-elle? Ou s'agit-il seulement de la norme?

**Le président:** S'il n'est pas inscrit « Produit du Canada » sur le produit, vous pouvez alors tenir pour acquis qu'il vient d'ailleurs. C'est un avantage pour le transformateur ou le détaillant d'apposer cette étiquette; c'est tout.

Je ne veux pas en débattre, mais je souhaitais attirer l'attention sur ce point.

Nous passons maintenant la parole à Jim Boyd. Vous avez sept minutes.

**M. Jim Boyd (à titre personnel):** Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de m'accorder le privilège de faire connaître mon opinion.

Je possède une petite entreprise, une ferme laitière. Nous trayons environ 40 vaches. Je suis revenu à la ferme familiale — je m'efforce de succéder à mon père — en 2005, à temps plein.

J'aimerais aborder quatre points principaux; le premier est la gestion de l'offre, qui constitue un modèle efficace. C'est purement et simplement une question de stabilité. Il est dispendieux de faire partie de ce système, mais, selon moi, les bénéfices qu'il en résulte sont les plus stables de tous les produits agricoles. Le système doit être protégé d'abord par les producteurs, pour administrer l'offre, et aussi par le gouvernement, pour empêcher l'érosion des marchés nationaux. Soixante-dix pourcent des revenus provenant du Canada restent au Canada.

Dans le dernier discours du Trône, on a défendu fermement le système. En tant que jeune producteur, j'espère que cela demeurera la position ferme du Canada. La gestion de l'offre est un système équitable sur tous les plans: pour le producteur, qui gagne un revenu pour ce qu'il produit; pour le transformateur, qui obtient l'approvisionnement constant d'un produit; et pour le consommateur, qui peut continuellement se procurer un produit de grande qualité.

Le deuxième point concerne la qualité des aliments. En tout temps, chacun devrait avoir un accès physique et économique à des aliments nutritifs et sûrs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins et pour lui permettre de conserver un mode de vie sain. Les producteurs augmentent constamment leur efficacité pour fournir un produit meilleur marché aux consommateurs tout en demeurant rentables. Dans les années 1970, environ 50 p. 100 des produits agricoles achetés retournaient au producteur primaire. Aujourd'hui, il s'agit d'environ 18 p. 100. Les producteurs tentent de produire des aliments de grande qualité en respectant la réglementation qui protège le producteur et le consommateur. Les consommateurs s'intéressent au prix. Peut-être que les produits importés sont meilleur marché, mais ont-ils été produits conformément à la même réglementation? Ne devrions-nous pas comparer des pommes avec des pommes? Les consommateurs doivent être sensibilisés à la provenance de leurs aliments et à la façon dont ces derniers sont cultivés. Comme on l'a déjà mentionné, et d'après ce qu'on m'a dit, 51 p. 100 du coût du produit... il peut être étiqueté « Produit du Canada ».

Les producteurs et le gouvernement doivent travailler ensemble pour s'assurer que les producteurs obtiennent un bon prix et que les consommateurs sachent ce qu'ils achètent.

Pas de producteurs? Un jour, il n'y aura plus d'aliments. C'est ce que j'essaie de dire. Qu'est-ce que nos enfants mangeront? Est-ce que ce sera sûr et bien étiqueté?

Le troisième point que j'aimerais aborder est qu'on a besoin de professionnels pour aider les producteurs à mesurer leur rentabilité. Parfois, une personne neutre voit des choses qui peuvent être améliorées à peu de frais, trouve des sources de financement ou détermine les domaines où il serait sage d'investir. La critique constructive n'a rien à voir avec un attachement émotif ou des objectifs personnels, même si ces derniers sont également importants.

Mon dernier point porte sur les coûts de la main-d'oeuvre et sur sa disponibilité. La marge de profit est de plus en plus mince dans l'industrie agricole. Le salaire minimum augmente. Les gens sont moins disposés à travailler sur les fermes. Pour les travailleurs saisonniers, les saisons de récolte ne sont pas tout à fait assez longues pour leur donner droit à des prestations d'assurance-emploi.

Pour résumer, je suis fier d'être un agriculteur et de le dire sur toutes les tribunes. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que, alors que certains voient un acre de terre cultivable comme un terrain à bâtir d'une valeur de 30 000 \$, je vois une diminution de la superficie des terres agricoles et de la quantité d'aliments offerts, et une augmentation du nombre de personnes affamées.

Les agriculteurs doivent obtenir une compensation pour conserver leurs terres cultivées en production, pas pour les aménager en lotissements. Faut-il que les gens de notre pays deviennent affamés pour changer les mentalités? Protégez les producteurs et nourrissez notre population.

Merci.

• (1050)

**Le président:** Merci, Jim.

Nous passons maintenant la parole à Bob Woods.

**M. Bob Woods (à titre personnel):** Merci.

Comme vous l'avez dit, je m'appelle Bob Woods, et j'exploite une ferme laitière à Nauwigewauk, qui est située à mi-chemin entre ici et Saint John. Je suis revenu chez moi il y a plusieurs années, après avoir étudié dans un collège d'agriculture, et depuis, je travaille dans le domaine agricole avec mes parents. Ils participent encore activement aux travaux de la ferme. Lorsque je suis revenu chez moi, nous avions environ 30 vaches laitières, et nous en avons maintenant environ 130.

Nous vivons à environ 20 minutes de Saint John. Les pressions immobilières sont assez importantes dans notre région. Nous étions habitués d'utiliser les terres agricoles à proximité de la maison, et mon père les a utilisées pendant environ 30 ans avant que je revienne. Ce qui me fâche, c'est de voir maintenant des maisons construites sur des terres agricoles, et de voir la couche arable disparaître.

En outre, lorsque j'étais jeune, et même lorsque je suis revenu à la maison pour la première fois pendant quelques années, j'ai aidé à labourer la terre, à la semer et à la fertiliser, et à épandre le fumier. C'est une de mes principales sources de frustration. Ça me fait mal au coeur, et ça se passe tout autour de moi. Je sais que je suis dans une région près d'une ville. Comme Jim l'a dit, on ne peut pas être concurrentiel lorsque la terre se vend au prix de 30 000 \$ l'acre.

J'aimerais soulever quelques autres points. J'ai quelques années derrière moi, un peu plus que certaines personnes ici. Dans le passé, il y avait plus de conseillers agricoles dans notre région, et ils me manquent. L'aide de certains d'entre eux était assez utile. Le spécialiste de la nutrition des vaches laitières était tout particulièrement utile.

Je crois que nous devrions avoir plus d'aide de ces conseillers agricoles. Lorsque notre exploitation agricole prenait de l'expansion, à de nombreuses reprises, j'aurais aimé discuter davantage avec des gens qui n'avaient aucun parti pris. La plupart des gens avec qui je discutais étaient aussi des gens avec qui je faisais affaire, et ces gens avaient pour but de faire de l'argent. J'aurais aimé que des gens m'aident à analyser mes plans d'expansion et ma croissance. Si j'avais pu discuter avec des gens sans parti pris, j'aurais eu plus confiance en eux.

Certains des programmes gouvernementaux élaborés à notre intention étaient de bons programmes. Il y avait des programmes pour l'entreposage du fumier, le défrichage et l'épandage de chaux. Ma plus grande frustration à leur égard est que lorsque mon entreprise était en expansion et que j'avais élaboré mon propre plan, si mon plan ne correspondait pas aux objectifs du programme à ce moment, ce n'était parfois pas avantageux pour moi de changer mon plan. J'aimerais que certains de ces programmes soient en vigueur pendant plusieurs années afin qu'on dispose de plus d'années pour faire la planification financière, ce qui permettrait de participer à chacun de ces programmes. Parfois, nous n'avions qu'un préavis de quelques mois pour nous inscrire à certains de ces programmes, et il arrivait que le manque de fonds pour ces programmes dans notre province faisait en sorte que seulement cinq ou six personnes pouvaient utiliser cet argent avant qu'il n'y en ait plus; alors personne d'autre ne pouvait en profiter.

Je pense aussi que l'on pourrait envisager d'offrir aux agriculteurs des programmes qui ne sont pas destinés à des secteurs précis de l'agriculture mais qui réduiraient les intérêts, ou encore des programmes offrant un taux d'intérêt de 0 p. 100 qui pourraient aider un agriculteur à faire sa planification. Ainsi, l'agriculteur ne serait responsable que du capital, et le gouvernement assumerait d'une façon ou d'une autre les intérêts sous la forme d'une subvention ou d'un rachat, peu importe.

• (1055)

De toute manière, pendant que je m'apprêtais à venir ici ce matin, je me disais que j'aurais voulu revenir en arrière et ne pas m'être engagé à venir témoigner. J'étais très occupé et j'avais des tâches urgentes à effectuer, comme tout le monde ici ce matin, j'en suis sûr. Ensuite, j'ai pensé que c'était le meilleur endroit où se trouver, et je me suis dit que les gens allaient écouter et comprendre certaines de mes frustrations, ainsi que celles d'autres personnes. Il y a un problème. Les profits diminuent. Je peux voir la différence. Je suis chez moi depuis assez longtemps pour constater la différence.

Je suis heureux de vous voir tous ici aujourd'hui.

Merci.

**Le président:** Merci, Bob. Nous sommes heureux que vous ayez décidé de venir ici, car c'est important d'écouter ce que les jeunes gens comme vous ont à dire. Merci.

Monsieur Godbout et madame McTiernan, de l'Atlantic Grains Council, vous avez sept minutes au maximum.

•(1100)

**M. Robert Godbout (directeur, Atlantic Grains Council):** Bonjour monsieur le président, messieurs et mesdames les députés et messieurs et mesdames les invités. Je m'appelle Robert Godbout. Je suis un producteur de céréales et d'oléagineux de Grand Falls, au Nouveau-Brunswick. Je suis également le directeur de l'Atlantic Grains Council. Notre directrice exécutive, Monique McTiernan, m'accompagne aujourd'hui.

D'abord, j'aimerais vous remercier de nous donner l'occasion d'être ici aujourd'hui et de vous faire part de nos idées sur l'avenir de l'agriculture et des jeunes agriculteurs.

Comme vous pouvez le constater, je n'entre pas dans cette catégorie. Je fais cet exposé parce qu'il y a peu de jeunes agriculteurs dans l'industrie des céréales et des oléagineux et parce que nous sommes probablement dans une des périodes les plus occupées de l'année pour les producteurs.

Depuis son incorporation en 1984, l'Atlantic Grains Council est l'unique représentante régionale des producteurs de céréales et d'oléagineux auprès des instances régionales et nationales. Le conseil compte cinq membres à temps plein et huit membres associés, qui représentent les producteurs de céréales et d'oléagineux, les transformateurs, les manutentionnaires, les négociants, les fournisseurs et les chercheurs.

Le conseil possède une fondation de recherche très active. Le conseil est un membre fondateur des Producteurs de grains du Canada et un membre votant du comité des normes pour l'Est du Canada de la Commission canadienne des grains.

Il faut régler certains problèmes pour s'assurer que les jeunes agriculteurs auront un avenir dans l'industrie de la production de céréales et d'oléagineux. À la suite d'une demande écrite du ministre Ritz en septembre 2009 qui cherchait des solutions de financement pour la recherche relative à la culture du sol dans la région, notre président, Allan Ling, a envoyé une réponse le 18 novembre 2009 dans laquelle il indiquait que l'Atlantic Grains Council pouvait également faire une demande de financement dans le cadre du Programme de stimulation de l'agro-innovation canadienne, par l'entremise de l'initiative Grappes agro-scientifiques canadiennes ou de l'Initiative de développement de produits agricoles innovateurs.

À la suite de ce conseil encourageant de la part du ministre, le conseil, en collaboration avec sept partenaires et trois gouvernements provinciaux, et avec des appuis dans l'Est du Canada et dans l'Est de l'Ontario, a créé une coalition et a présenté une proposition pour la création d'une grappe en décembre 2009. Cette initiative visait à accroître les répercussions économiques des industries du canola et du soya pour les producteurs et les transformateurs dans l'Est du Canada. Nous obtiendrions ce résultat en contribuant à l'obtention du germoplasme afin d'améliorer la valeur des aliments fonctionnels dans le domaine de l'agronomie, en élaborant des techniques visant à simplifier la reproduction et la sélection de larges populations, en évaluant les nouvelles variétés à cycle court et en introduisant de nouvelles graines oléagineuses à valeur ajoutée, génétiquement modifiée et non-génétiquement modifiée.

Il s'agissait d'un projet de 9,6 millions de dollars auquel participaient les producteurs d'AFC, avec une participation de 2,5 millions de dollars du secteur privé. La Eastern Canada Oilseeds Development Alliance Inc. a été très déçue de recevoir une lettre de Mme Johnston, directrice de la Division des politiques sur l'innovation et la croissance d'Agriculture et Agroalimentaire Canada le 12 avril, l'informant que la grappe de développement des oléagineux dans l'Est du Canada n'avait pas été approuvée.

Le conseil se demande pourquoi l'Est du Canada a été tenu à l'écart du programme de grappe. À toutes fins pratiques, nous avons perdu notre industrie du bétail et nous essayons de trouver de nouvelles cultures à exploiter. Les nouvelles cultures devront être exploitées en rotation avec les pommes de terre, et cette grappe aurait permis d'examiner la question. Si une des raisons invoquées est le nombre trop élevé de demandeurs et le manque de fonds, je pense que cela démontre le besoin de recherches supplémentaires. Il faudrait lancer une deuxième série de projets et de financement.

Agriculture et Agroalimentaire Canada a joué un rôle crucial dans le développement de l'agriculture de la région, et au cours du dernier siècle, le ministère a administré le principal institut de recherche de la région. En effet, le ministère a travaillé un peu sur les céréales et les oléagineux dans quatre établissements de recherche de la région, mais ce service a été réduit; le nombre de scientifiques responsables de la recherche est passé de 28 à 5. Actuellement, le seul établissement de recherche qui effectue des travaux sur les céréales et les oléagineux est situé à Charlottetown, et il n'y a qu'un scientifique dans la région. L'érosion ne peut se poursuivre.

Depuis 1994, nous avons constaté une baisse de plus de 40 p. 100 du financement gouvernemental dédié à la recherche dans le domaine des céréales et des oléagineux. Nous sommes une petite région avec un climat maritime très spécifique. Des variétés bien adaptées au climat de l'Ouest, ou même à celui du Québec et de l'Ontario, peuvent ne pas résister à certaines maladies d'ici. Votre politique doit soutenir la recherche du secteur public — plus précisément, le financement effectué à partir d'un budget de services votés des établissements de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et les scientifiques qui oeuvrent dans l'industrie des céréales et des oléagineux, pour s'assurer que la région possède les variétés adaptées à sa réalité, ce qui permettra aux agriculteurs de continuer d'être rentables dans le secteur des grains et des oléagineux.

Sans objectifs de recherche à long terme, nos jeunes agriculteurs pourraient cesser leurs activités. Un investissement dans la recherche, c'est un investissement dans la jeunesse.

Si on ne la contrôle pas, la maladie fusarium, ou brûlure de l'épi, qui s'adapte bien à notre climat froid et humide, pourrait détruire notre petite industrie des céréales dans les Maritimes. La région en est à sa quatrième année d'épidémie. Malheureusement, nous avons le 3-ac-DON, ou 3-acétyl-désoxynivalénol, qui produit des niveaux plus élevés que le 15-acé-DON qu'on trouve dans l'Ouest du Canada.

•(1105)

À long terme, le problème pourrait être contrôlé à l'aide de variétés résistantes, mais nous savons tous le temps qu'il faut pour sélectionner des variétés. Il faut tenir compte de tous les nouveaux aspects du travail pour s'attaquer au problème de front. Il faut aussi se pencher sur la question de l'éducation.

Compte tenu de l'absence de solutions viables, les jeunes hésitent à se lancer dans la culture céréalière.

Auparavant, les infrastructures étaient constamment modernisées. Cependant, le prix des grains est tellement bas depuis longtemps que les producteurs sont incapables de rajeunir leurs installations. Cette réflexion permettrait non seulement aux producteurs de bénéficier de conditions favorables et de stocker leurs produits, mais aussi de participer à de nouvelles occasions à valeur ajoutée.

Le conseil a eu la chance de rencontrer le ministre Ritz à Halifax en février 2009. Celui-ci a informé le conseil qu'il y avait des fonds disponibles pour les infrastructures, mais nous ne savons toujours pas comment accéder à ces fonds.

En conclusion, le conseil estime qu'il y a un avenir pour les jeunes agriculteurs dans la région, mais pour ça, les choses doivent changer. Sur une note positive, nous voulons reconnaître le soutien que les jeunes agriculteurs de tout le Canada reçoivent de la Table pancanadienne de la relève agricole. Cette excellente organisation offre aux jeunes agriculteurs la chance de se réunir plusieurs fois par année pour discuter des questions de politique et partager leurs connaissances.

Premièrement, nos jeunes ont besoin d'un engagement ferme pour la recherche publique concernant quelques-uns des principaux problèmes agronomiques. Notre région est aux prises avec une pénurie d'aliments pour animaux comparativement au reste du Canada, bien que nous ayons le potentiel de produire beaucoup plus.

Deuxièmement, ils doivent pouvoir faire confiance au filet de sécurité en place, surtout dans leurs premières années comme agriculteurs, car ils n'ont pas les ressources ou les immobilisations nécessaires pour pouvoir assumer une mauvaise année.

Troisièmement, ils veulent voir un engagement du gouvernement fédéral avant de consacrer leur vie à l'industrie. Le gouvernement deviendrait leur partenaire à long terme.

Les agriculteurs sont innovateurs et ont la fibre entrepreneuriale. Ils ne croient pas que le gouvernement doive les faire vivre, mais ils croient que le gouvernement doit leur offrir un contexte politique et réglementaire dans lequel ils pourront gagner honnêtement leur vie, sans avoir à vendre leurs récoltes à un prix inférieur aux coûts de production. Nos jeunes doivent avoir une raison de devenir agriculteur, et ils ont bon espoir que votre engagement leur fournira une recommandation solide qui les encouragera à le faire.

Merci de la chance que vous nous avez donnée de venir ici aujourd'hui pour exprimer nos préoccupations. Il nous fera plaisir de répondre à vos questions.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Godbout.

Nous passerons maintenant à la période de questions.

Monsieur Eyking, vous avez cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins d'être venus ce matin. Certains d'entre vous avaient sûrement autre chose à faire, mais c'est très important que vous veniez nous parler pour que nous puissions, je l'espère, faire des recommandations au gouvernement dans notre rapport.

Le premier groupe de témoins que nous avons entendus ce matin a surtout parlé de la gestion de l'approvisionnement. Nous avons entendu à quel point ils réussissent bien, ou... les choses devraient rester telles quelles pour un certain temps. Je crois que la plupart d'entre vous proviennent de l'industrie du boeuf et des céréales, mais j'aimerais aussi parler du porc. Dans les Maritimes, ces trois industries semblent vivre des moments quelque peu difficiles.

Sur la question du boeuf, j'ai dit aux autres témoins que nous n'aurons probablement pas de conseil pour la gestion de l'approvisionnement ou la commercialisation du boeuf, mais il y a aussi eu des problèmes avec les pomiculteurs de la Colombie-Britannique. En effet, l'arrivée de fruits à bas prix leur a causé bien des difficultés. Ils ont parlé d'un prix plancher, c'est-à-dire d'établir un prix minimal en-dessous duquel la vente serait interdite. C'est peut-être une avenue à envisager. Plutôt que le gouvernement accorde des subventions pour atteindre un certain prix, peut-être faudrait-il instaurer un prix plancher ou un prix minimum que les entreprises de transformation devraient payer pour un produit. Il faudrait peut-être se pencher sur la question.

L'autre point touche l'industrie des grains céréaliers. Dans les Maritimes, il y a beaucoup d'agriculture mixte et toutes les installations dépendent l'une de l'autre. Ma question concerne les agriculteurs céréaliers. Nous savons que la pomme de terre constitue une industrie importante dans les Maritimes, mais on utilise l'orge pour faire la rotation des cultures et on sait que le porc est un grand consommateur d'orge. Que va-t-il advenir de l'industrie céréalière si on laisse tomber le boeuf et le porc, les usines de traitement et ainsi de suite? Où pourriez-vous vendre vos céréales si ces deux industries disparaissent?

J'aurais une autre question concernant le conseil des grains quand vous aurez terminé.

**M. Robert Godbout:** Eh bien, ça a été tout un défi. Les producteurs laitiers me disaient justement, il n'y a pas si longtemps, que le prix des céréales était très élevé, ce qui m'a beaucoup étonné parce que nous vendons encore en-dessous des prix de 1982.

Nous sommes autonomes à 45 p. 100 seulement, et je crains que nous ne perdions encore davantage de producteurs céréaliers si nous ne stabilisons pas le marché. À un certain moment, la culture de la pomme de terre permettait de subventionner la rotation parce que c'était une culture payante. Même si les producteurs perdaient de l'argent avec les céréales, ils s'en servaient tout de même pour la rotation. Ce n'est plus le cas maintenant. Aujourd'hui, ils perdent de l'argent sur la pomme de terre, et ils perdent de l'argent sur les céréales. Maintenant, ils mesurent leurs besoins, et la plupart ont simplement choisi d'épandre des graines de graminées sur le sol pour cette année. Ça n'aidera pas l'industrie du boeuf ou de la viande rouge.

• (1110)

**L'hon. Mark Eyking:** Il semble que la tempête parfaite a frappé l'industrie du grain.

Hier, on nous a informés, à Québec, des coupures de financement annoncées par le conseil des grains dans l'Est du Canada. J'essaie de comprendre pourquoi on en est arrivé là, parce que selon les budgets en agriculture d'Ottawa, les estimations restent sensiblement les mêmes.

J'essaie de comprendre pourquoi le ministre, s'il a rencontré votre groupe... Vous savez, surtout au Canada atlantique, avec le changement climatique, certaines cultures seront difficiles alors que d'autres s'en trouveront facilitées. Je pense que le moment serait bien choisi pour mener davantage de recherche au Canada atlantique, notamment en ce qui concerne les différentes cultures et les façons de faire.

Comment voyez-vous cela? Est-ce un bon moment pour la recherche? Pourrait-il s'agir d'un facteur déterminant pour la survie de l'industrie céréalière?

**M. Robert Godbout:** Je suis entièrement d'accord avec vous pour ce qui est de la recherche. Comme je l'ai dit, elle a été négligée pendant des années. Si nous ne le faisons pas maintenant, nous allons perdre l'industrie céréalière.

**L'hon. Mark Eyking:** Travaillez-vous avec les producteurs céréaliers du Québec et de l'Ontario sur la question du financement?

**M. Robert Godbout:** Pour les regroupements, oui, mais je vais vous laisser parler avec l'une des responsables du programme.

**Mme Monique McTiernan (directrice exécutive, Atlantic Grains Council):** Nous sommes un peu déçus de devoir déplacer les regroupements. Nous sommes en train de perdre notre industrie du bétail et le marché qui s'y rattache, donc il nous faut des cultures de rechange. C'est pourquoi nous dépendons de ces regroupements pour nous aider à redresser l'industrie. Sans les regroupements, nous n'aurions ni travaux de recherche ni argent pour la recherche. Nous sommes tous des organismes sans but lucratif et nous n'aurions pas les poches profondes. C'est pourquoi nous dépendons autant des regroupements pour nous aider à faire avancer les choses.

**Le président:** Mark, il ne vous reste que quelques secondes.

**L'hon. Mark Eyking:** Très bien.

Eh bien, j'espère que nous pourrions porter le tout à l'attention du ministre. Je ne sais pas si nous pourrions faire mieux que vous. Vous avez déjà parlé de la situation au ministre, donc nous allons revenir à la charge.

Je suis vraiment préoccupé par le traitement du porc et du boeuf. Si les volumes sont insuffisants, il y aura un effet domino. Je ne veux pas jouer les prophètes de malheur, mais je crois que nous sommes à un point tournant pour ces industries. La céréale, le boeuf, le porc et la pomme de terre sont tous interreliés dans les Maritimes, et je crois qu'il faut se pencher sur chacun.

**Mme Monique McTiernan:** Comme je l'ai dit, nous avons quand même eu quelques bonnes occasions. Nous avons découvert un créneau pour le soya au Japon et dans d'autres régions. Tout n'est pas complètement noir.

**L'hon. Mark Eyking:** Il nous faut donc examiner ces occasions qui se présentent, et avoir un coup de main du gouvernement pour les susciter.

**Le président:** Madame Bonsant, vous avez cinq minutes.

[Français]

**Mme France Bonsant:** Bonjour.

Je ne suis pas allée dans l'Ouest, mais je suis allée en Ontario et au Québec, puis je suis venue ici. Or personne n'a parlé du programme Agri-stabilité. Je voudrais savoir si, pour vous aider à traverser cette crise, vous aimeriez voir le gouvernement améliorer ce programme.

[Traduction]

**M. Bob Woods:** Je suis désolé, je n'ai pas compris la question.

[Français]

**Mme France Bonsant:** Agri-stabilité est un programme gouvernemental un peu désuet. J'aimerais savoir ce que vous pensez de ce programme et comment, selon vous, il pourrait être amélioré de façon à vous permettre de survivre, en quelque sorte.

[Traduction]

**M. Bob Woods:** C'est une bonne question. Nous avons pris part à ce programme... le CSRN, c'est bien ça? Je ne comprends pas parfaitement de quoi il retourne, mais il semble que très peu de dollars nous ont été retournés. Ça me pose d'ailleurs problème; on n'a pas retourné suffisamment d'argent aux agriculteurs.

Je ne suis pas certain de ce que nous pourrions faire pour modifier les programmes de sorte que plus d'argent retourne dans les poches des agriculteurs. J'aime l'idée du boeuf, d'avoir le prix plancher. Je pense que c'est une bonne idée. Dans l'industrie laitière, nous savons combien le lait nous rapporte. Nos revenus sont raisonnables en raison des prix des quotas, sauf en ce qui concerne le lait qui entre dans les classes spéciales. Les ventes fluctuent légèrement, ce qui influence aussi nos prix. Nos coûts et nos investissements semblent

déterminer si nous faisons, ou dans certains cas si nous perdons, de l'argent. Je présume que j'aimerais voir davantage de contrôle des coûts dans ce domaine.

•(1115)

**M. Nathan Phinney:** J'aimerais faire un commentaire concernant Agri-stabilité. Nous avons pris part au PCSRA, ou programme CSRN et au programme Agri-stabilité, mais c'est un peu compliqué pour nous car nous n'obtenons pas la vraie valeur marchande pour nos produits. On parle d'environ 70 à 80 p. 100. Ce que nous procure le programme de stabilité ne correspond pas à ce que nous devrions en retirer; le prix des produits devrait être supérieur avec ces programmes.

[Français]

**Mme France Bonsant:** J'ai remarqué que le gouvernement mettait un an ou deux à changer les programmes en faisant du coupé-collé et qu'il ne vous donnait ensuite que deux ou trois semaines pour déchiffrer le tout. Ce n'est pas unique à l'agriculture. C'est le cas un peu partout. Je le sais parce que nous touchons à tous les programmes. Après avoir changé les mots pendant des années, le gouvernement ne vous donne aucunement le temps de répondre correctement. Vous êtes nombreux à manquer l'occasion de profiter de ces fonds. Parfois, il n'y en a pas beaucoup. J'aimerais savoir ce que vous pensez de cette manigance.

[Traduction]

**M. Nathan Phinney:** J'essaie de voir de quelle façon je vais répondre à cela.

Je crois que les programmes Agri-stabilité ont aidé. Ils ont de toute évidence évité la fermeture et la faillite à certaines fermes. Oui, il y a un regroupement et nous sommes derrière. Certains programmes sont si difficiles à comprendre que certains agriculteurs en sont frustrés, et plusieurs abandonnent.

Toutefois, je ne pense pas que nous devrions, en tant qu'agriculteurs, nous fier à ces programmes pour nous aider à garder la tête hors de l'eau. Si nous pouvions bénéficier d'un prix plancher ou obtenir la juste valeur marchande, nous n'en aurions pas besoin. Ces programmes ne seraient pas nécessaires. Ils agiraient un peu comme une assurance sur les cultures. Ils pourraient maintenir l'équilibre en cas d'effondrement ou de crise. Ils seraient alors là pour nous aider.

Une bonne partie des problèmes de notre industrie réside dans le fait que nous dépendons de ces programmes depuis si longtemps que le problème ne fait que prendre continuellement de l'ampleur, et nous en sommes rendus au point où, ou bien tout s'effondre, ou bien nous faisons ce qu'il faut pour corriger la situation.

**Le président:** Votre temps est écoulé.

Monsieur Allen, vous avez cinq minutes.

**M. Malcolm Allen:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Godbout, vous avez parlé des programmes fédéraux de recherche et de la diminution que vous avez constatée à cet égard. En Ontario, quand nous nous sommes rendus à l'Université de Guelph, nous avons vu qu'un grand nombre de projets de recherche étaient en cours, la grande majorité en partenariat avec des fabricants importants. Je les appelle ainsi parce qu'ils sont réellement des entreprises agricoles qui oeuvrent dans le secteur manufacturier. D'ailleurs, ils utilisent eux-mêmes la terminologie des fabricants — j'arrive du centre de fabrication — et ils utilisent le jargon d'usage depuis 20 ou 25 ans, comme « valeur ajoutée » qui, en passant, est un vieux terme du secteur manufacturier apparu autour de 1985.

Mais j'aimerais savoir ce que vous voulez concrètement — je ne sais pas si vous pouvez l'exprimer en dollars ou en pourcentage — que l'on applique aux collègues et aux universités offrant des programmes en agriculture et aux services de recherche fédéraux. Le service de recherche du ministère de l'Agriculture a connu de bonnes années, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. En fait, on y trouve de la recherche pure, si je puis dire, la science pure, qui peut ensuite servir de fondement à la science plutôt que de tout garder chacun pour soi, comme c'est le cas lorsque plusieurs sociétés mènent leurs propres travaux de recherche pour ensuite vous vendre leurs conclusions plutôt que de partager le tout à l'échelle nationale.

Qu'est-ce que vous préféreriez à ce sujet? Ça peut être moins, ça peut être plus; je ne suis pas certain.

• (1120)

**M. Robert Godbout:** Je laisserai notre directrice exécutive répondre à cette question. J'ai ma propre idée à ce sujet.

**M. Malcolm Allen:** J'aimerais bien l'entendre, également.

**Mme Monique McTiernan:** Vous pouvez y aller en premier.

**M. Robert Godbout:** Bien sûr.

Nous nous fondons actuellement sur des recherches qui sont réalisées dans l'Ouest du pays ou en Ontario. Nous devons composer avec un climat particulier et nos variétés sont forcément différentes. C'est pourquoi je pense nous ne pouvons pas adapter les recherches faites en Ontario à notre situation.

C'est pour cette raison que nous devons faire plus de recherches pour créer de meilleures variétés, qui résistent mieux aux maladies, et qui sont destinées à un marché de créneaux. Nos produits peuvent être exportés à partir de divers ports, comme Halifax ou peut-être un jour l'Île-du-Prince-Édouard, on ne sait jamais, et avec les terres que nous avons, notre industrie céréalière a un beau potentiel de croissance. Pourtant, nous allons dans l'autre sens.

**Mme Monique McTiernan:** En même temps, les grandes entreprises ne sont pas présentes ici. Il n'y a que les petites. Il est donc plus difficile d'établir des partenariats.

De plus, comme nous sommes un organisme à but non lucratif, nous avons du mal à obtenir le financement qui nous permettrait de participer à quelques-uns de ces programmes. Le temps de terminer la préparation de notre projet, il ne reste plus d'argent. Nous avons besoin de temps pour y arriver.

C'est une autre préoccupation.

**M. Malcolm Allen:** Vous avez parlé de la recherche en agriculture effectuée par le fédéral. Il me semble que vous avez dit qu'elle était primordiale en ce qui concerne l'avenir des jeunes agriculteurs. J'ai trouvé vos propos fascinants et je suis d'accord avec vous.

Permettez-moi de parler aux deux jeunes hommes qui font partie de l'industrie bovine. Je sais que le président a parlé d'étiquetage, du

sens de ce qui était inscrit, et ainsi de suite. J'ai aussi des problèmes avec l'étiquetage. Je suis d'accord avec Larry. Il faut établir un pourcentage à partir duquel on considère un produit comme un produit du Canada. Je sais que cette question est en cours de révision. C'est un autre débat, une autre préoccupation, pour notre groupe.

Il y a toutefois quelque chose qui m'énerve en ce qui concerne la clarté dans l'étiquetage, et je tire mon exemple de la région du Niagara, où je vis, et qui mérite pleinement son titre de région vinicole. Je sais que mes amis de la vallée de l'Okanagan ne seront pas d'accord avec moi, mais en ce qui me concerne, le Sud de l'Ontario et la péninsule du Niagara produisent les meilleurs vins au monde.

Il existe un produit qui porte la mention « Cellared in Canada ». On pourrait présumer que les vins qui portent cette mention sont produits ici. Cependant, le jus utilisé pour ces vins ne vient pas du tout de la péninsule du Niagara. En fait, le produit ne vient même pas d'Amérique du Nord. Si on achète un de ces vins et qu'on s'y connaît un peu, on pourrait croire que le produit est probablement fabriqué au Canada. Mais ce n'est pas le cas. Le produit est embouteillé ici, bien entendu, mais les vins qui proviennent vraiment de la péninsule portent la mention VQA.

Je me demande si plus de clarté dans l'étiquetage — sauf peut-être en ce qui concerne la mention « produit du », parce qu'on s'attarde déjà à sa définition — pourrait vous aider.

**M. Corey MacQuarrie:** Oui, je crois que ça serait énorme. Ça aiderait le consommateur d'aujourd'hui, qui est mal informé. Je ne veux pas dire que le consommateur n'est pas informé, mais il faut être le plus clair possible. Comme vous dites, on manque de clarté. On dit qu'un produit a été emballé ou traité ici, mais on devrait plutôt se contenter de dire si le produit vient d'ici ou pas.

Ce que vous vivez avec le vin, nous le vivons également avec le boeuf. On fixe un pourcentage, je crois que c'est 95 ou 98 p. 100, mais la règle est-elle vraiment respectée? Votre réponse peut être aussi bonne que la mienne. En leur laissant ce 2 p. 100, on leur laisse une marge de manoeuvre qui leur permet de tourner les coins ronds en matière d'information.

**Le président:** Merci.

Personnellement, j'aimerais bien que ce minimum soit de 100 p. 100, mais beaucoup de gens voudraient qu'il soit plutôt de 85 p. 100. Vous devez déjà le savoir.

**M. Corey MacQuarrie:** Je vous crois.

**Le président:** Oui.

De toute façon, au sujet de l'étiquetage, lorsqu'on parle entre autres du pays d'origine, on retourne au débat sur ce qui constitue un « produit du Canada ». Si un produit vient du Canada, il faut en informer le consommateur. Un produit ne peut porter la mention « produit du Canada » que si c'est, en effet, un produit d'ici. Les industries bovines et porcines — les éleveurs de bovins en ce qui vous concerne, parce que nous exportons beaucoup de notre boeuf — ne souhaitent pas cet étiquetage parce qu'ils craignent d'en subir les contrecoups lorsqu'ils exportent leurs produits.

Je suis moi-même éleveur de bétail et je ne partage pas ce point de vue. Je crois que nous avons un produit dont nous devons être fiers. Je m'efforcerais de l'indiquer au plus tôt. Mais à moins que l'industrie qui vous représente ne nous le demande, le gouvernement ne fera pas d'efforts en ce sens. Si l'industrie ne fait pas d'appels, ça ne se produira pas. Je devais le souligner.

Monsieur Richards, vous avez cinq minutes.

• (1125)

**M. Blake Richards (Wild Rose, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je suis ravi de tous vous voir ici aujourd'hui.

On a déjà mentionné que nous approchions la fin de notre tournée visant à connaître le point de vue des jeunes agriculteurs de partout au pays. Tout ce processus m'a encouragé et je vois l'avenir de l'agriculture avec un plus grand optimisme qu'avant. Cependant, il ne faut pas se leurrer. Je ne nie pas qu'il y a des problèmes et que si nous voulons que le secteur agricole soit encore là demain, des changements seront nécessaires. De nombreuses personnes de partout au pays nous ont fait part de leurs suggestions et préoccupations. Si je suis plus optimiste et positif qu'avant, c'est parce que les jeunes agriculteurs qui nous ont parlé nous ont montré leurs qualités, et la journée d'aujourd'hui ne fait pas exception, que ce soit le groupe que nous avons entendu ce matin ou celui qui est devant nous présentement.

J'ai beaucoup entendu dire que les jeunes agriculteurs sont conscients qu'ils doivent gérer leurs fermes comme des entreprises; exploiter une ferme ne se résume pas à semer quelques graines et à attendre les profits. On doit gérer les fermes comme on gère les autres entreprises, en étant novateur, en trouvant de nouveaux créneaux et en ajoutant de la valeur aux produits. J'ai entendu votre message et j'en suis ravi.

J'aimerais faire avec le groupe qui est présentement avec nous ce que je n'ai pas eu l'occasion de faire avec le groupe précédent. Il y a des membres qui ont tendance à parler un peu trop. Je vais tenter d'éviter de faire de même. J'ai entendu deux choses ce matin qui m'ont accroché. Tout d'abord, j'ai entendu Becky Perry nous présenter son idée, que nous avons déjà entendue ailleurs. Selon elle, nous avons besoin de mieux informer le public sur la provenance de ses aliments. Elle a fait d'excellentes suggestions à cet égard. J'ai entendu d'autres suggestions que j'ai trouvées aussi bonnes. Elle suggérait plus particulièrement de faire appel au système scolaire et de mettre sur pied un cours obligatoire en sciences agroalimentaires, d'ouvrir les fermes au public pour qu'on puisse entendre, voir et vivre ce qui se passe sur une ferme. Les gens comprendraient alors que la nourriture ne pousse pas dans les tablettes des supermarchés.

Je voudrais savoir ce que vous pensez d'une telle initiative. Trouvez-vous que c'est une bonne idée? Avez-vous d'autres choses à proposer qui pourraient nous être utiles?

Ensuite, M. MacLeod nous a dit qu'il fallait mieux former les agriculteurs en matière de gestion. Une ferme, c'est une des entreprises les plus difficiles à gérer. Je pense qu'heureusement, les agriculteurs font partie du groupe des meilleurs hommes d'affaires de ce pays.

J'entends vos commentaires, vos réflexions et vos suggestions concernant ces deux sujets.

Je vais commencer ici avec vous, Corey, et continuer dans cette direction.

**M. Corey MacQuarrie:** Premièrement, je suis flatté d'entendre vos compliments. Je vais devoir en prendre note. Je sais que nous parlons beaucoup de nos problèmes et de ceux de notre province, mais nous demeurons très optimistes. Si nous sommes ici, c'est parce que nous voyons l'avenir devant nous et nous voulons tous en faire partie.

Ce qu'a dit Becky est tout à fait juste. Comme Nathan l'a mentionné, le consommateur est très loin de la ferme. Et cette situation était prévisible en raison du nombre décroissant d'agriculteurs. À mon avis, les écoles seraient un bon point de départ. De plus, comme vous l'avez mentionné, des journées portes ouvertes constitueraient de belles occasions pour les gens de voir ce qui se passe dans nos fermes.

Pour notre industrie, le seul problème que j'entrevois, dans les parcs d'engraissement, c'est que, par exemple... En fait, nous étions dans une... je crois que c'était une coopérative pour le bétail. Quelqu'un est venu prendre quelques photos. Il y avait environ 800 bêtes qui mangeaient le long de la mangeoire. J'ai dit à la personne qu'elles feraient une belle photo. Il s'est empressé de me répondre qu'on ne pouvait pas poser les bêtes. Les gens ne veulent pas voir que leur steak vient d'un sympathique bovin.

**Des voix:** Oh, oh !

**M. Corey MacQuarrie:** Nous avons donc eu ce petit problème, mais je pense qu'on peut le régler en informant bien les gens.

• (1130)

**M. Nathan Phinney:** Oui, j'aime l'idée de Becky. Il y a tellement longtemps que j'ai quitté l'école que je ne sais plus ce que les enfants y font, mais je me souviens que lorsque j'étais jeune, nous faisons des excursions scolaires. Nous visitons divers lieux, et il arrivait que nous prenions une journée complète pour sortir de la ville et visiter une ferme. Personnellement, je serais ravi d'offrir une visite à ma ferme et de permettre aux enfants de voir comment ça se passe et à quel point les choses ont changé.

En ce qui concerne l'éducation, je ne sais pas si nous ne sommes pas mieux instruits que vous ne le pensez. Mais je crois que si on recule à la génération de mon grand-père, et peut-être même à la génération précédente, tout le monde faisait de l'argent et on n'avait pas à être aussi prudent qu'aujourd'hui. On pouvait se permettre de perdre 20 \$ par jour et l'oublier. Aujourd'hui, les marges sont tellement minces et nous devons relever tellement de défis que nous devons constamment nous améliorer et améliorer nos connaissances, parce que nous n'avons aucune marge de manoeuvre.

**Le président:** Robert, rapidement, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Robert Godbout:** Oui.

Je me suis senti interpellé lorsque vous avez parlé d'offrir des cours pour améliorer notre gestion. Il est difficile pour moi de dire à un agriculteur que si qu'il vend toujours ses produits à perte...

Jusqu'à quel point peut-on se perfectionner? C'est presque impossible; on peut être le meilleur gestionnaire au monde, mais un jeune agriculteur, qui s'est endetté lourdement pour acheter une ferme et qui subit une récolte catastrophique ou quelque chose du genre, n'a aucune porte de sortie.

Au cours des 10 à 12 dernières années, nous avons vendu nos céréales moins cher que ce que nous avons dû payer pour les produire. Ainsi, quelle que soit notre production, si nous avons déjà l'équipement nécessaire, nous sommes pris dans un engrenage duquel il est impossible de sortir. Nous cessons d'être des agriculteurs le jour de notre mort.

À partir de là, nous devons tout d'abord nous attarder à récupérer nos coûts de production. En ce qui concerne l'amélioration de notre gestion, je crois que tous les agriculteurs présents...

Il y a sept ans, j'ai entendu un agriculteur dire ce qui suit: « Si jamais je me servais de ma tête dans mon travail, j'aurais cessé de travailler il y a longtemps. »

Mon point de vue est pas mal semblable.

**Le président:** Merci.

Et vous, monsieur Boyd?

**M. Jim Boyd:** Je n'aurais qu'un commentaire à ajouter.

Dans la province où nous sommes, l'industrie laitière participe à un programme de distribution de lait dans les écoles. Je ne sais pas à quel point les gens en sont conscients, mais j'estime qu'il s'agit d'un très bon outil dont nous nous servons pour faire la promotion dans les écoles.

Je n'ai remarqué qu'une chose. J'ai interrogé ma fille à propos du programme de distribution de lait dans les écoles et, lors d'une rencontre, j'ai posé la question à son professeur, qui ne savait pas que les producteurs laitiers de la province appuyaient le programme de distribution de lait dans les écoles. Je pense qu'il faut aller plus loin. Comme d'autres l'ont dit avant moi, j'aimerais qu'on élargisse les programmes d'éducation afin que les gens puissent savoir d'où viennent leurs aliments, qui nous appuyons et pourquoi.

**Le président:** Merci, Jim.

Nous passons maintenant à M. Eyking, qui aura cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci, monsieur le président.

En Alberta, nous avons visité un parc d'engraissement et un abattoir. Je trouve intéressant que vous vous soyez dits préoccupés du fait que certains abattoirs possèdent du bétail. Nous nous sommes rendus dans un parc d'engraissement en Alberta et qu'avons-nous constaté? Nous avons constaté qu'il y avait là beaucoup de bêtes qui n'appartenaient pas à l'éleveur, qui ne faisait que les engraisser pour les abattoirs.

Nous avons également appris qu'une loi avait été adoptée par le Congrès aux États-Unis — je ne sais pas exactement à quelle date; la semaine dernière je crois — qui interdit aux transformateurs de posséder du bétail pendant plus d'une semaine. Le président pourra me corriger si je me trompe. Les États-Unis n'autorisent tout simplement pas les transformateurs à posséder du bétail, exactement pour cette raison. Ils avaient mainmise sur le bétail aux États-Unis et ils fixaient les prix, portant du coup atteinte aux producteurs.

Par conséquent, ma première question serait celle-ci: croyez-vous que le Canada devrait adopter une loi similaire à celle des États-Unis pour interdire aux abattoirs de posséder du bétail?

**M. Nathan Phinney:** Oui, absolument.

**L'hon. Mark Eyking:** Connaissez-vous la loi en question?

**M. Nathan Phinney:** Oui.

Notre exploitation détient 700 actions de l'abattoir Atlantic Beef Products, situé dans l'île. Toutefois, l'abattoir ne fonctionne qu'à mi-régime et il nous arrive même certaines semaines de ne pas être en mesure d'y envoyer de bétail. Nous devons parfois attendre trois ou quatre semaines. La seule solution de rechange qui s'offre à nous, c'est d'aller au marché et de vendre les bêtes vivantes; nous faisons le pari et espérons pouvoir les vendre au meilleur prix possible sans savoir ce qui nous attend. Nous choisissons parfois de faire appel à Cargill, dont l'abattoir le plus près est situé à Guelph, où on nous dit: « Oui, nous allons les prendre... dans quatre semaines », avant d'en dicter le prix. C'est un autre pari.

Pour répondre à votre question, je vous dirais donc que nous sommes en faveur de l'adoption d'une loi du genre; lorsque le cours

du produit est élevé, les abattoirs font passer leur bétail avant celui des autres et font patienter tout le monde en attendant que les prix baissent. Lorsque le cours est bas, ils attendent avant de se départir de leur propre bétail et entreprennent même d'en acheter à plus bas prix.

Ainsi, j'aimerais beaucoup qu'une loi interdise aux abattoirs de posséder du bétail pendant plus d'une semaine.

• (1135)

**L'hon. Mark Eyking:** Qu'on parle des transformateurs ou des détaillants, techniquement, il semblerait qu'il y ait plus d'agriculteurs que d'acheteurs dans toute la chaîne d'approvisionnement. Je pense que nous devons examiner nos règles de concurrence et nous pencher sur les activités de certains exploitants afin de déterminer s'ils agissent aussi comme transformateurs. Or, il conviendrait d'adopter au Canada le même type de loi qu'aux États-Unis, pour interdire aux abattoirs d'avoir mainmise sur le bétail et de manipuler les prix.

Ma deuxième question porte sur les programmes. Au Canada, nous constatons que tout dépend de la région. Si vous êtes dans une région où on pratique beaucoup d'agriculture mixte, le Fonds Agri-flexibilité ne vous apporte rien. Par exemple, si vous ne produisez qu'une seule culture dans une région donnée et que les choses tournent mal, vous pouvez y puiser de l'argent. Toutefois, si vous produisez différents types de cultures mais que les cours baissent pour seulement l'une d'entre elles, même si le produit est différent, il semble difficile de se prévaloir des avantages du programme.

Pensez-vous que des modifications doivent être apportées au Fonds Agri-flexibilité pour tenir compte des différents types d'exploitations? Il semblerait que les producteurs ne soient toujours pas en mesure d'y puiser les fonds nécessaires si le cours d'un de leurs produits baisse, tandis que les agriculteurs qui n'exploitent qu'un seul produit semblent pouvoir le faire. Voilà la première question.

Ensuite, les agriculteurs disent aimer le CSRN, tout particulièrement ceux qui sont plus âgés. Lorsque les choses vont bien ou peu importe, les agriculteurs cotisent au régime et le gouvernement fédéral ou provincial le fait également. Puis, lorsque les temps sont durs, ils y puisent de l'argent. Cette façon de faire était beaucoup plus simple et le mécanisme déclencheur fonctionnait vraiment mieux.

Je parle de ces programmes parce qu'au bout du compte, peu importe qui est au pouvoir, les sommes destinées à l'agriculture ont probablement leurs limites. Faudrait-il en revenir à certains de nos anciens programmes? Convviendrait-il d'améliorer ceux qui existent en ce moment?

Vous êtes tous libres de répondre à ces questions.

**Mme Monique McTiernan:** Étant donné que nous oeuvrons dans le domaine des céréales et des oléagineux, nous devons choisir attentivement les programmes auxquels nous souhaitons avoir recours pour compenser. Ces questions nous touchent peut-être moins que d'autres, mais lorsque nous nous assoyons avec les Producteurs de grains du Canada, c'est la question qui est soulevée à tous coups. Ils ne veulent rien entendre au sujet des programmes ou des mesures quelconques en raison de la question des droits compensateurs.

**L'hon. Mark Eyking:** L'OMC.

**Mme Monique McTiernan:** Oui, l'OMC. Comment contourner ce problème? Nous devons unir nos voix, puisque nous représentons le domaine des céréales et des oléagineux. Nous nous heurtons sans cesse à cette difficulté. Personne à l'Est du Manitoba ne veut entendre parler de ces programmes.

**L'hon. Mark Eyking:** Tout semble plus compliqué ici, n'est-ce pas? Les Américains donnent tout simplement un dollar pour chaque boisseau de maïs, directement dans la boîte aux lettres. Ici, il faut surmonter tous ces obstacles pour espérer obtenir de l'aide. Cela me dépasse.

**Mme Monique McTiernan:** Oui. Il faudrait peut-être imiter davantage les États-Unis.

**L'hon. Mark Eyking:** Est-ce que quelqu'un souhaite s'exprimer à ce sujet?

**M. Nathan Phinney:** Personnellement, je sais que nous avons tous très peur l'année où l'ESB a frappé; n'eût été du CSRN — si celui-ci avait été remplacé par le programme actuel d'Agri-stabilité, par exemple —, les créanciers auraient saisi notre ferme. La seule chose qui nous a sauvés, c'est notre terre à bois. Grâce au CSRN, nous avons pu retirer l'argent le jour-même où nous en avions besoin. S'il nous avait fallu attendre jusqu'à la fin de l'année et déterminer combien de centaines de milliers de dollars nous avions perdus, personne ne nous aurait attendus.

Je dirais donc qu'il conviendrait de rétablir ce programme pour les situations d'urgence.

**Le président:** Merci.

Monsieur Lemieux, vous avez cinq minutes.

**M. Pierre Lemieux:** Merci, monsieur le président.

En fait, j'aimerais poursuivre dans la même veine, étant donné qu'il existe un programme presque identique au CSRN, qui s'appelle Agri-investissement. Ce programme fait partie du cadre Cultivons l'avenir. Pour chaque dollar investi par l'agriculteur, le gouvernement verse une contribution équivalente. Ce programme est destiné à compenser les premiers 15 p. 100 de baisse subis au cours d'une année. Les agriculteurs peuvent retirer cet argent à tout moment, peu importe la raison. Ce programme est quasi identique au CSRN, donc ce genre de mesure existe encore.

Pour en revenir à un des points soulevés par Nathan, une des choses auxquelles le gouvernement doit faire attention du point de vue des programmes rattachés à Agri-stabilité, c'est de ne pas masquer ce que j'appelle les réalités du marché. Si les choses vont mal une année, le programme est là. Les mesures prévues se déclencheront si votre exploitation a été frappée durement par des circonstances qui vous échappent. Toutefois, si la situation est en déclin quatre ou cinq années d'affilée, il y a là une réalité du marché, une tendance à long terme. Ce n'est pas seulement une question de malchance, le marché est en train de changer. Le gouvernement doit donc faire attention de ne pas soutenir artificiellement une réalité du marché, ou une réalité qui n'existe pas, si vous voyez ce que je veux dire. C'est une difficulté constante.

En outre, il est important de noter que les agriculteurs reçoivent environ 3,4 milliards de dollars en vertu des divers programmes. C'est donc dire que beaucoup d'argent circule par l'entremise de ces programmes. Je ne dis pas que tout est parfait et que chaque agriculteur reçoit tout ce dont il a besoin, mais je tiens à souligner que beaucoup d'argent passe par ces programmes et que nous cherchons toujours à les améliorer. C'est un défi constant, en raison des droits compensateurs. L'OMC tend à s'opposer si les choses ne sont pas faites correctement. Peu importe, je tenais simplement à

aborder ces questions qui ont été soulevées à plus d'une reprise ce matin.

J'aimerais tout particulièrement demander à Nathan — et peut-être à Corey, tout simplement parce que vous êtes jeunes et que vous en êtes à vos débuts — s'il peut m'expliquer comment il en est venu à travailler à la ferme. Tout à l'heure, j'ai posé une question sur la planification de la relève à un témoin. Travaillez-vous à la ferme? Avez-vous acheté une part de la ferme? Si vous travaillez à la ferme mais que celle-ci ne vous appartient guère, comment croyez-vous que sera passé le flambeau?

• (1140)

**M. Nathan Phinney:** Nous avons commencé à travailler à la ferme parce que nous avons appris à conduire des tracteurs avant d'apprendre à marcher.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nathan Phinney:** Lorsque j'ai terminé mes études secondaires, je me suis inscrit au collège agricole de la Nouvelle-Écosse. Après avoir terminé mon cours, je suis revenu à la ferme et j'ai travaillé aux côtés de mon grand-père et de ma grand-mère, qui étaient propriétaires à parts égales. En 2004, lorsque ma grand-mère est décédée, Corey habitait à la ferme et nous avons chacun racheté la moitié de sa part. Mon grand-père, qui avait 73 ans, demeurait propriétaire de l'exploitation à 50 p. 100.

Nos rapports sont excellents. Il avait été prévu de racheter peu à peu la part de notre grand-père. Toutefois, les temps sont très durs et nous n'avons pas de liquidités. Il n'y a pas beaucoup de créanciers prêts à faire le pari et à nous accorder un montant forfaitaire pour acheter le reste de la ferme.

C'était une des choses auxquelles je pensais. Mon grand-père a 73 ans et lorsqu'il se couche le soir, il est encore contraint de penser au solde de son compte bancaire. Quand j'aurai 73 ans, vais-je être obligé de faire de même? Si rien ne change, vais-je devoir, encore à cet âge, m'inquiéter de ce qui m'attend le lendemain?

Mon grand-père avait pris la relève de son père lorsque celui-ci est décédé et, honnêtement, je ne nous vois pas prendre la relève jusqu'à ce qu'il nous quitte ou jusqu'à ce que quelque chose de grave ne survienne.

**M. Pierre Lemieux:** Permettez-moi de vous poser une question. Parmi vos pairs, les personnes de votre âge, les gens que vous fréquentez, quel est selon vous le taux de réussite en pourcentage de ceux qui veulent devenir agriculteurs et qui se lancent réellement en agriculture, peu importe par quel moyen? Si vous aviez dix amis, diriez-vous qu'il y a seulement un ou deux amis qui s'orientent vers l'agriculture, ou diriez-vous cinq ou six, ou sept ou huit, peu importe comment ils y arrivent?

**M. Corey MacQuarrie:** Je dirais probablement entre zéro et un.

**M. Pierre Lemieux:** C'est donc très faible.

**M. Corey MacQuarrie:** Très faible. Oui, c'est vraiment faible.

Dans le monde d'aujourd'hui, les jeunes peuvent faire tellement de choses. Comme on leur enseigne l'informatique à l'école, c'est évidemment ce qu'ils connaissent à la fin de leurs études. Il en est de même pour le consommateur moyen qui habite très loin de la ferme. Eh bien, on ne trouve pas des fermes à chaque coin de rue comme c'était le cas il y a de nombreuses années, n'est-ce pas? Il semble qu'elles soient très rares — dans notre région, en tout cas.

Qui plus est, les gens veulent faire de l'argent et ils ne veulent pas avoir besoin de suer sang et eau sept jours sur sept pour y parvenir, et c'est tout à fait compréhensible. Nous sommes quelques-uns — et bon nombre sont dans cette salle — à toujours vouloir mener ce train de vie et à avoir cette opinion, mais elle est difficile à se faire.

**Le président:** Pierre, votre temps est écoulé.

Monsieur Shipley, cinq minutes.

**M. Bev Shipley:** J'ai une brève question à poser. Le coût de production est revenu quelques fois aujourd'hui. Je me demande quelle serait votre réponse si je demandais à chacun dans la rangée ici quel était votre coût de production la semaine dernière concernant votre porc ou votre boeuf. Je me pose cette question, pour savoir si nous sommes dans la bonne voie, parce que la question d'accès au crédit revient toujours. C'est une préoccupation, selon moi. Lorsque je parle à des agriculteurs de l'industrie porcine ou bovine, je leur demande quel était leur coût de production la semaine dernière ou le mois passé — parce qu'il y a des variables, comme le moment de l'emprunt, le changement de vos facteurs de production, quels qu'ils soient.

Est-ce un aspect connu par la grande majorité des agriculteurs?

• (1145)

**M. Corey MacQuarrie:** Je ne crois pas. Il le faudrait, mais je pense qu'il y a beaucoup trop de producteurs qui ne portent pas suffisamment attention à leurs activités, à leurs coûts et à leurs opérations bancaires. À mon avis, il n'y a pas assez de gens qui connaissent leurs coûts.

**M. Robert Godbout:** De notre côté, nous connaissons notre coût de production. L'année passée, il a varié un peu en raison de la faible hausse du prix des engrais. Toutefois, lorsque vous allez à la banque, peu importe ce que vous cultivez, que ce soit le lin, le canola ou le soya, vous enregistrez une marge négative. Il est donc difficile pour la banque de vouloir vous prêter de l'argent. Nous en sommes à un point où il faudrait qu'une catastrophe se produise quelque part pour que nous puissions vendre notre récolte à un prix convenable ou faire des profits.

**M. Bev Shipley:** Si les agriculteurs ne connaissent pas leur coût de production, mais qu'ils connaissent leur situation — en fait, cela fait souvent la différence entre la réussite et l'échec — pouvez-vous me dire pour quelles raisons ils ne connaissent pas leur coût de production et pourquoi ils n'ont pas d'objectif quotidien ou hebdomadaire?

Je vais vous donner un exemple. Le marché boursier a fait un incroyable plongeon la semaine dernière. Durant cette période, les marchandises ont fait un bond considérable. Maintenant, nous allons entendre que le prix des marchandises baisse, mais vous auriez pu profiter de certains prix — pour ce qui est des prix en Ontario, en tout cas — et réaliser des profits, bien sûr. C'est ma question. Pouvez-vous m'aider à comprendre? Si vous dites que de nombreuses entreprises ne savent pas, pourquoi ne savent-elles pas? Que pouvons-nous faire pour mettre l'accent sur cet aspect? Que pouvons-nous faire, en matière d'éducation, de communication? C'est essentiel, je crois, pour le succès du secteur agricole.

D'après ce que j'ai entendu ce matin et ce que j'entends aujourd'hui, c'est une entreprise, pas nécessairement un droit. J'ai moi-même exploité la terre. C'est un merveilleux style de vie. J'ai adoré cela. J'ai travaillé très dur. Mais c'est une entreprise.

Alors, donnez-moi des idées pour encourager ce genre de gestion d'entreprise.

**M. Nathan Phinney:** Si vous me laissez 10 minutes, je pourrais vous donner le coût de production de notre ferme pour cette semaine. Comme je l'ai déjà mentionné, lorsque j'ai parlé des générations qui nous ont précédés, beaucoup des personnes dans l'industrie agricole, du moins dans notre région, n'ont même pas terminé leurs études secondaires. Elles se sont retrouvées dans le secteur agricole par succession. À la fin de l'année, lorsqu'elles indiquaient un bénéfice, il était inutile de connaître leur coût de production.

Comme le dit l'expression, on n'apprend pas à un vieux singe à faire la grimace. Selon moi, notre jeune génération doit être au courant du coût de production et savoir où elle en est et ce dont elle a besoin. Comme je l'ai dit, la marge n'existe plus. Peut-être que la mise sur pied de programmes permettant de connaître le coût de production faciliterait un peu les choses.

**M. Corey MacQuarrie:** En plus, il faudrait peut-être avoir accès aux fonds et aux professionnels, comme je l'ai mentionné.

**M. Bev Shipley:** Une certaine vulgarisation?

**M. Corey MacQuarrie:** Oui, exactement. Certains ont besoin de moyens et d'aide pour établir leur coût de production. Je ne suggère pas qu'on paie un consultant à chaque agriculteur pendant quelques jours, mais si les gens veulent connaître leur coût de production, il faut leur donner les moyens de le faire.

Comme l'a déclaré Nathan, mon grand-père a des factures pour la vente de bovins d'abattage en 1977, à 1,88 \$. Il faisait de l'argent. Il payait 1,20 \$ par veau. Tout le monde faisait de l'argent; tout le monde rentrait à la maison heureux, et personne ne s'en préoccupait. Mais maintenant que les marges sont étroites, il faut savoir.

• (1150)

**Le président:** Nous n'avons presque plus de temps.

Les deux tables rondes d'aujourd'hui ont été fabuleuses, et je suis sincère.

L'une des choses que nous avons entendue ce matin de la part de Jonathan Stockall, et Nathan a fait allusion au même point, c'est qu'il y a beaucoup d'optimisme. C'est l'essentiel. Ce qui ne change rien au fait qu'il y a certains obstacles, mais d'entendre quelqu'un, en particulier de votre âge, le dire, me frappe. Évidemment, vous adorez tous l'agriculture et c'est la clé, et je crois honnêtement qu'elle a un avenir. Il faut tout de même changer certaines choses.

Était-ce vous, Corey, qui avez parlé de la photo du bétail? Le gars ne voulait pas de cette photo. J'ai secoué la tête lorsque vous avez dit cela, parce que je crois que c'est la mauvaise façon de faire. Nous devrions sensibiliser les gens, mais oui, c'est bien d'où proviennent les steaks. Je veux dire, c'est la réalité. Becky en a parlé ce matin; le lait au chocolat qui provient des vaches brunes. Je peux vous le dire, ayant grandi sur une ferme, nous avons des cousins de Toronto qui venaient, et c'est aussi ce qu'ils croyaient. Cela fait plus de 30 ans. Je ne peux pas croire que c'est encore une croyance. Je ne sais pas si c'est nous, comme agriculteurs, qui n'avons pas très bien réussi à sensibiliser nos cousins de la ville ou le gouvernement, ou je ne sais trop, mais je pense que nous pouvons améliorer la situation collectivement.

Nathan, vous avez affirmé qu'il ne fallait pas compter sur les programmes gouvernementaux. Nous avons entendu ce commentaire plus d'une fois. Le commentaire d'un gars de la Saskatchewan m'a particulièrement frappé. Il a essentiellement dit la même chose: nous ne voulons pas recevoir d'argent par la poste, nous ne devrions pas. Il a formulé un commentaire — dans le même sens que Mark — sur ce que les gens considèrent comme des problèmes dans l'Agri-stabilité, c'est-à-dire qu'entre un bon et un mauvais produit, on choisit le bon produit.

Ce gars de la Saskatchewan — ça m'a vraiment frappé — a affirmé, que c'était notre obligation en tant qu'agriculteurs; si nous voulons être diversifiés, nous ne mettons pas tous nos oeufs dans le même panier et nous restons bons. On ne cultive pas quelque chose seulement parce qu'on sait qu'on en retirera un chèque du gouvernement. C'est la mauvaise attitude.

D'après ce que j'ai entendu, vous êtes d'accord sur ce fait. C'est le même genre de chose. Comme agriculteurs, nous avons la responsabilité d'essayer de nous passer des deniers publics si nous le pouvons, mais ce n'est pas toujours possible. J'ai cru que c'était vraiment important.

Vous avez également abordé les exportations, et au fond, les exportations représentent la surproduction dans votre propre pays. Ayant élevé des bovins toute ma vie, je suis totalement en faveur des exportations. Nous sommes un grand pays comptant une petite population et un énorme territoire, et nous pouvons exporter. Nous pouvons nourrir une grande partie du monde, mais il faut protéger notre approvisionnement alimentaire national... Vous savez, cela va de soi: personne n'est contre. Toutefois, je crois que la plupart d'entre nous — moi le premier — a un problème avec la subvention des exportations.

Cela m'amène à ma question. Comment nous, à titre de gouvernement et de société, appuyons l'agriculteur destiné à la consommation intérieure... sans subventionner la surproduction?

Ce n'est pas une réponse facile; je me suis beaucoup questionné moi-même.

Y a-t-il des commentaires sur le sujet?

**M. Nathan Phinney:** Je ne connais pas beaucoup la partie des subventions, mais vos exportations sont trafiquées du fait que le bétail appartient à des Américains. Mark a mentionné des mesures législatives, selon lesquelles les abattoirs ne pourraient pas s'approprier le bétail plus d'une semaine ou quelque chose comme ça.

Si une chose du genre est en jeu, alors je crois que cela les forcerait à laisser le bétail entre les mains des Canadiens pour nourrir le bétail et non se l'approprier. Ensuite, oui, s'il y a une surproduction, exportez-la toute, si vous en avez tant. Mais en ce moment, quand on regarde les chiffres — j'ai ici combien de millions de livres sont exportées — je parie qu'on peut affirmer sans crainte

que 70 p. 100 des exportations appartiennent aux Américains. Ils ne font que l'envoyer de l'autre côté de la frontière comme du boeuf en caisse carton.

• (1155)

**Le président:** Au sujet des usines de transformation de la viande — vous faisiez référence au bétail qui leur appartient etc. — je me suis toujours intéressé à cette question. J'ai ici un projet de loi d'initiative parlementaire qui ne permettrait pas une telle chose. À l'heure actuelle, il n'est pas illégal pour une usine de transformation de la viande, comme Cargill ou Maple Leaf Foods, d'être propriétaire de porcs ou d'autres animaux. Ce n'est pas illégal pour elles de faire cela. Le projet de loi interdirait à toute entreprise ce genre de pratique. C'est pour les sociétés cotées en bourse, pas pour les fermes constituées en société. Il y a beaucoup de fermes familiales qui sont constituées en société. Mais il empêcherait toute société cotée en bourse de participer aux programmes agricoles réguliers, comme Agri-stabilité et Agri-investissement, auxquels vous auriez accès.

Si vous allez sur le Web, vous pouvez le trouver. Je serais heureux d'avoir des commentaires à cet égard, qu'ils soient positifs ou négatifs, car c'est un début.

**M. Corey MacQuarrie:** Monsieur le président, il était question que le boeuf et le porc fassent l'objet d'une gestion de l'offre ou d'un certain type de système. Je pense qu'une grande partie de la solution à nos problèmes est la gestion de notre offre. Lorsqu'on a une surproduction, comme beaucoup de marchés de marchandises, cela provoque l'effondrement du marché. C'est un cercle vicieux, et il semble sans fin. À titre de producteur et de gouvernement, il nous faut mieux gérer l'offre du pays à l'exportation.

**Le président:** C'est un bon commentaire.

Sur ce, nous allons mettre fin à cette discussion. Nous n'avons plus le temps.

J'estime que les deux séances d'aujourd'hui ont été très utiles, comme c'est l'avis de tous.

Je vous remercie d'être venus ici aujourd'hui. Je sais à quel point vous avez un horaire chargé. Merci encore.

Je crois savoir que les médias sont ici.

Ils voulaient prendre des photos, Malcolm, de vous dans votre fauteuil et d'autres.

Merci à tout le monde ici. Beaucoup de gens ont participé aujourd'hui à la « tribune ». C'est signe qu'il y a un intérêt dans l'agriculture ici.

Nous avons aimé notre séjour au Nouveau-Brunswick. Merci de nous avoir accueillis.

La séance est ajournée.







**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>